

ÉDUCATION NATIONALE

**La reprise des cours maintenue
« provisoirement » à dimanche**

P4

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 26 janvier 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5448 - 18^e année

**SUCCÈS DU PROCHAIN
SOMMET ARABE À ALGER**

**L'Égypte exprime
sa confiance
à l'Algérie**

LIRE EN PAGE 3

► **La classe politique égyptienne salue
le rapprochement Alger-Le Caire**



Ph : DR

**LE GOUVERNEMENT
EXHORTE
LES ALGÉRIENS :**



**« Faites-vous
vacciner ! »**

► **« L'Omicron à l'origine
de 60 % des
contaminations »**

► **Les pharmacies
autorisées à effectuer les
tests de dépistage**

PP 4 & 5

**APRÈS LEUR RENCONTRE
AVEC BENABDERRAHMANE**



**Les avocats
mettent fin
à leur grève**

P5

**ENQUÊTE SUR LA PÉNURIE
DE L'HUILE DE TABLE**



**Les grossistes
pointés du doigt**

P3

**HIPPODROME PARC DES
LOISIRS - LAGHOVAT,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**



**Une course
ouverte**

P14

AL-TITI AL-HABIB, ÉCRIVAIN ET ANALYSTE POLITIQUE MAROCAIN :

**« La lutte a révélé le visage
dictatorial du Makhzen »**

P2



AL-TITI AL-HABIB, ECRIVAIN ET ANALYSTE POLITIQUE MAROCAIN :

« La lutte au Maroc a révélé le visage dictatorial du Makhzen »

Affirmant, décembre dernier, dans un de ses écrits, qu'« au Maroc, posséder un drapeau palestinien pourrait devenir un crime », l'écrivain et analyste politique marocain, Al-Titi Al-Habib, a affirmé, dans un écrit paru récemment que la lutte des organisations politiques et des droits de l'homme au Maroc « ont permis de briser la fausse image que le Makhzen a tenté de promouvoir » des années durant sur « la démocratie et la transition démocratique dévoilant le visage dictatorial » du régime marocain et son Makhzen.



Ph: DR

L'analyste politique a expliqué, dans une contribution publiée sur le journal Al-Nahj El-Democracy (la voie démocratique : NdI) que le régime marocain a échoué dans l'utilisation de divers moyens pour imposer un siège et empêcher les travailleurs de rejoindre les rangs du parti démocratique marocain Nahj El-Democracy « afin de camoufler le vrai visage de la démocratie de façade » que le Maroc entretient et révélé par les militants, syndicalistes et acteurs de la société civile marocaine, dans l'une de leur victoire la plus importante contre un système « comprador », qui veut « commercialiser un visage artificiel de la démocratie et de la transition démocratique de façade ». Al-Titi Al-Habib qui avait affirmé, décembre dernier, qu'« au Maroc, posséder un drapeau palestinien pourrait devenir un crime », a déclaré que son parti « s'est efforcé d'imposer plus de droits en préparation du déraci-

nement de la tyrannie et de la construction d'une véritable démocratie populaire », en plaçant, a-t-il poursuivi, « les intérêts des travailleurs en tête de liste des revendications et incarnant la volonté et l'autorité du peuple marocain en lutte, qui est source de la légitimité politique et historique ».

Décembre dernier, alors que l'opinion marocaine manifestait son opposition à la normalisation des relations entre l'entité sioniste et le Maroc, décidé par le Roi et le Makhzen l'écrivain Titi El-Habib a indiqué que la possession du drapeau palestinien pourrait devenir au Maroc « un acte criminel », et ce, suite aux poursuites lancées par les éléments de sécurité du Makhzen contre les opposants à la normalisation qui brandissent des drapeaux palestiniens lors des mouvements de protestation contre toute relation avec l'entité sioniste. Dans un article publié dans les colonnes du journal « Annahj Addimocracy », M. Titi Al-Habib a fait savoir que les événements survenus lors de ces mouvements de protesta-

tion « n'étaient pas un acte isolé, mais risquent de se développer jusqu'à ce que la possession de l'emblème palestinien soit considérée comme crime passible d'emprisonnement ». Il a affirmé que « l'alliance entre le régime du Makhzen et l'entité sioniste n'est autre qu'une poursuite d'une politique qui se tenait dans l'ombre et qui a fait surface aujourd'hui », a-t-il ajouté. Le journaliste et écrivain marocain, Titi El-Habib, dans sa réaction à la victoire de l'équipe nationale algérienne de la Coupe arabe des Nations, a estimé que « la victoire de l'Algérie en Coupe arabe des Nations Fifa2021 a été politiquement bénéfique, pour soutenir la résistance de nos peuples et de notre jeunesse contre la normalisation avec l'entité sioniste usurpatrice », victoire qui a vu les drapeaux palestiniens hissés et capter par les Zooms des caméras du monde entier, un rappel à l'opinion internationale, de la lutte des palestiniens pour leur liberté, ce qui n'est pas pour conforter la politique sioniste de faire taire la voix des

palestiniens. Avertissant que « le régime en place prépare le terrain pour la criminalisation de tout acte de solidarité avec le peuple palestinien », il avait affirmé, décembre dernier, que le régime marocain « menace de frapper fort afin de défendre ses intérêts et de renforcer la présence de ses nouveaux protecteurs », dont l'entité sioniste, faut-il le souligner. Dans son récent écrit, l'analyste politique a souligné que chaque fois que le parti al-Nahj Al-Democracy décide de mener une action de masse dans l'espace public, « elle est confrontée à des hordes de répression, fermant les salles ou jetant des matraques sur les têtes des militantes, militants et citoyens ».

Le militant du parti marocain a dénoncé, en outre, « l'utilisation, par le système policier marocain, d'une politique de deux poids deux mesures, permettant la tenue de festivals et conférences pour les partis et les forces alliées » au système politique en place, et interdisant, affirme l'écrivain « l'utilisation des mêmes salles et

espaces à son parti pour tenir son 5e Congrès national, même s'il a suivi les mêmes procédures que les autres partis marocains » précise le cadre du parti, dont ses membres et militants ont été des décennies durant le règne de Hassan II et celui de son fils, Mohamed VI, la cible de répression féroce des autorités marocaines. Il a souligné que le système du Makhzen « invoquait les mesures d'interdiction sanitaires et d'autres fausses justifications, telles que les travaux de maintenance des salles pour se justifier devant le parti politique ». Malgré ces mesures répressives, le militant du parti affirme que « la volonté de résister grandit et se renforce dans les rangs pour renforcer une conviction solidement établie et constituer le credo de l'organisation ». « La campagne de solidarité avec Al-Nahj Al-Democracy a été lancée afin d'obtenir son droit de tenir son 5e Congrès national, en présentiel et dans un espace public », une campagne de solidarité, indique l'écrivain, « dans laquelle les forces vives aux niveaux national et international ont exprimé leur position de principe et ferme contre le régime policier marocain » qui s'intensifie « à ce moment critique de l'histoire de notre peuple », a conclu Al-Titi Al-Habib. Le parti qui a été toujours la cible de répression par divers moyens du Makhzen, qui a accentué ses actions contre ce parti, notamment depuis l'établissement des relations entre Rabat et l'entité sioniste, en raison de l'attachement du parti Al-Nahj Al-Democracy, à la défense du droit incontournable du peuple palestinien à la liberté et l'indépendance, laquelle position de principe que le parti Ennahj Al-Democracy a adopté dans ses positions affichées et en faveur du droit à l'autodétermination, du peuple sahraoui.

Karima Bennour

RAPPROCHEMENT ENTRE ALGER ET LE CAIRE

La classe politique égyptienne s'en félicite

La visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Égypte, est qualifiée d'historique par les médias et la classe politique égyptienne, qui ne manqueront pas d'affirmer que les relations bilatérales entre les deux pays, vont se renforcer pour faire face aux défis qui se posent sur le plan régional et dans un monde en pleine mutation. Dans ce cadre, des députés, cités par le site Russia Today, ont rappelé que cette visite rappelle celle du président Égyptien qui avait choisi l'Algérie pour effectuer sa première visite dans un pays étranger après son élection en 2014. Le Général Samir Ragheb a indiqué que la visite de M. Tebboune au Caire ouvre une nouvelle page dans les relations entre les deux pays, qui vont connaître une impulsion sur tous les plans. M. Ragheb a rappelé que sur le plan économique, le volume des échanges entre les deux pays va connaître un accroissement à la faveur des protocoles de coopération qui seront signés. La haute commission algéro-égyptienne se réunira dans les prochains jours sous la présidence des chefs de gouvernement des deux pays, a-t-il rappelé en soulignant la nécessité de voir l'axe Alger-le

Caire se consolider et s'affirmer dans les rapports de force dans la région qui connaît des turbulences, notamment en Libye. M. Ragheb a, par ailleurs, rappelé que les deux pays sont décidés à développer leurs échanges sur tous les plans. « L'Algérie et l'Égypte vont ouvrir une nouvelle page d'échange et de coopération qui vont permettre de capter les investissements de part et d'autre au grand profit des économies des deux pays qui connaissent des mutations profondes », a-t-il estimé.

Pour sa part, le député Ali Issam Al-Jaoudi, dans un entretien accordé à RT a rappelé le rôle stratégique des relations entre les deux pays tout en rappelant le rôle prépondérant joué par l'Algérie dans le soutien apporté à l'Égypte lors des guerres de juin 1967 et d'octobre 1973. Il a rappelé, par ailleurs que tout comme l'Égypte, l'Algérie a fait face à une guerre contre le terrorisme ; ce qui prouve que les deux pays œuvrent pour un plan commun qui prévoit une lutte acharnée contre le terrorisme dans la région. Le Directeur de la rédaction du quotidien Al-Ahram, a pour sa part indiqué que la visite de M. Tebboune en Égypte est historique et permettra d'ouvrir de nou-

velles perspectives dans les relations historiques entre les deux pays. « Cette visite permettra de réactiver des protocoles d'accord qui étaient gelés depuis des années en raison des révolutions du printemps arabe. Elle permettra également de relancer les mécanismes de consultation entre les chefs de la diplomatie des deux pays pour coordonner leurs actions et échanger des points de vue pour faire face aux défis qui se posent aux peuples de la région ».

Il a indiqué que cette visite permettra aux deux présidents de la république d'échanger sur les plans arabe et régional notamment le règlement de la crise en Libye. « Les deux pays ont toujours plaidé pour le départ des milices et des mercenaires étrangers, la relance d'un dialogue inter-libyen et le refus de toute ingérence étrangère susceptible d'exacerber les tensions dans la région », a-t-il souligné. Le sommet arabe prévu au mois de mars à Alger, a été également au centre des discussions entre Tebboune et Al-Sissi. C'est ainsi que les deux pays ont discuté des possibilités du retour de la Syrie dans la Ligue arabe et les efforts à mener auprès des autres membres de la ligue pour permettre

au sommet d'Alger d'atteindre son objectif qui est celui de la reconstruction de la Ligue arabe sur des principes viables pour lui permettre de jouer pleinement son rôle dans le concert régional et mondial. Pour sa part, le Général Sayed Khodr a indiqué que la visite de M. Tebboune intervient dans un contexte régional qui connaît des tensions qui précèdent la tenue du sommet d'Alger. « Cette visite est l'occasion d'échanger concernant le dossier libyen, le report des élections dans ce pays ou encore la réconciliation entre les factions palestiniennes qui a vu des organisations palestiniennes tenir une réunion, récemment à Alger. Tous les analystes en Égypte et en Algérie, s'accordent à dire que la visite de M. Tebboune en Égypte, sera un tournant dans les rapports de force sur le plan continental. Elle va ouvrir de nouvelles perspectives aux deux pays pour leur permettre de reprendre leur statut de puissances régionales en mesure de peser, notamment sur le plan diplomatique, sur le cours des mutations politiques que connaît la région et le monde.

Slimane B.

SUCCÈS DU PROCHAIN SOMMET ARABE A ALGER

L'Égypte exprime sa confiance à l'Algérie

Au bout de deux jours de visite de travail et de fraternité marqués par de laborieux et fructueux échanges, à tous points de vue, entre les responsables algériens et égyptiens, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté hier l'Égypte pour rentrer au pays.



cérémonie officielle a été suivie par un entretien en tête-à-tête entre Tebboune et Al-Sissi avant qu'il ne soit élargi aux membres des délégations des deux pays.

Abordant les relations entre l'Algérie et l'Égypte, les deux Présidents ont discuté des voies et moyens de les faire porter davantage vers le haut pour répondre aux aspirations des deux peuples frères à l'effet d'atteindre les objectifs communs liant les deux pays au destin partagé. Le caractère stratégique des relations a été souligné par les deux chefs d'État.

Sur la coopération économique, les deux Présidents ont exprimé leur volonté de continuer à travailler à leur développement, à accroître les investissements mutuels et à améliorer le climat des affaires dans les deux pays, ainsi qu'à augmenter les niveaux des échanges commerciaux, le renforcement des partenariats et l'échange d'expériences dans divers domaines pour

soutenir les efforts des deux pays.

Concernant le prochain Sommet arabe prévu à Alger, dont la question palestinienne est placée au cœur des travaux, l'Algérie et l'Égypte ont exprimé leur ferme conviction que « la sécurité nationale dans le monde arabe » est une question commune à tous les pays de l'organisation arabe. De ce fait, et partant de ce postulat, les deux pays ont mis en avant la « nécessité de faire preuve de solidarité arabe », préserver la sécurité et « activer les mécanismes d'action arabe commune » pour défendre les intérêts communs. Les deux Présidents ont également ordonné d'intensifier la coordination au cours de la période à venir pour activer les mécanismes de cette action arabe commune dans le cadre de la Ligue arabe. Dans ce contexte, le président Al-Sissi s'est félicité de l'accueil par l'Algérie du prochain Sommet arabe, exprimant sa confiance en le succès de la République algérienne

quant à réussir les travaux de cette rencontre capitale pour les pays arabes. Ceci en considérant que le Sommet d'Alger, comme « une étape importante pour l'unification des visions arabes sur les diverses questions qui les lient et le « renforcement des cadres de coopération et de coordination entre les pays arabes ».

Sur le plan international et régional, les deux Présidents ont souligné « l'importance de la coordination entre les deux pays frères aux niveaux arabe, africain, méditerranéen et international, insistant sur la nécessité de consolider la concertation durant l'année courante » sur les questions d'intérêt commun.

Dans ce contexte, les deux Présidents ont passé en revue les questions sur la scène arabe, soulignant l'importance de préserver la sécurité nationale arabe à la lumière « des graves défis auxquels la région est confrontée », tout en soulignant la nécessité de « renforcer le concept d'État-nation, de soutenir le rôle de ses institutions à répondre aux aspirations des peuples arabes et à rejeter les tentatives d'ingérence étrangère dans les affaires internes au monde arabe », ainsi que celles intérieures à chacun des pays de l'organisation. Ainsi, les deux chefs d'État ont convenu de l'importance de soutenir les cadres et mécanismes d'action arabe commune et les efforts pertinents de la Ligue des États arabes afin de sauvegarder les intérêts communs.

Synthèse Farid Guellil

REOUVERTURE DU CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN EN ÉGYPTÉ Le président Tebboune donne son feu vert

Au premier jour de cette visite, le président Tebboune a rencontré des représentants de la communauté nationale établie en Égypte et écouté leurs préoccupations, en donnant des instructions pour leur prise en charge. À cette occasion, il a donné son accord pour la réouverture du Centre culturel algérien en Égypte, fermé depuis plus de 7 ans, précisant que les démarches pour la réouverture du centre devraient prendre "un ou deux mois". Le chef de l'État a eu des échanges avec les membres de la Communauté nationale sur la politique de l'État visant à les associer au processus d'édification institutionnelle, mettant l'accent sur la priorité qu'il accorde à la Communauté nationale dans son programme d'action, en témoignent les dernières mesures prises lors de la Conférence nationale sur la diplomatie tenue récemment à Alger. Affirmant suivre quotidiennement et avec intérêt la situation de la communauté nationale établie à l'étranger, le président de la République a salué "l'hospitalité et la fraternité" que voue le peuple égyptien frère à la communauté algérienne dans ce pays. Les membres de la communauté établie en Égypte ont salué l'intérêt particulier que leur accorde le président Tebboune pour la prise en charge de leurs préoccupations à travers des démarches pratiques et concrètes. "Certains usurpent la culture et l'identité algériennes", ce qui nécessite la réouverture du Centre culturel pour préserver le patrimoine algérien riche, a lancé un des membres de la communauté algérienne établie en Égypte.

R. N.

COUP D'ETAT AU BURKINA FASO L'Algérie condamne "fermement"

L'Algérie a condamné "fermement" le coup d'État survenu lundi au Burkina Faso, rejetant "catégoriquement" les changements anticonstitutionnels de gouvernements en violation des instruments pertinents de l'Union africaine (UA), indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne fermement le coup d'État survenu le 24 janvier 2022 au Burkina Faso et rejette catégoriquement les changements anticonstitutionnels de gouvernements en violation des instruments pertinents de l'UA notamment la Décision d'Alger de 1999, réaffirmée par la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance", souligne le communiqué. "L'Algérie œuvrera en concertation avec les autres pays africains au sein des organes compétents de l'UA en vue de s'assurer de l'application des dispositions pertinentes de l'Acte constitutif de l'Organisation continentale en la matière pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel", poursuit la même source. L'Algérie "forme le vœu que le Burkina Faso surmonte rapidement cette épreuve et réitère sa pleine solidarité avec le peuple burkinabè frère avec lequel elle entretient des relations historiques, d'amitié et de coopération", conclut le communiqué.

R. I.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA PÉNURIE DE L'HUILE DE TABLE

Les grossistes pointés du doigt

D'après les premières bribes de résultats de l'enquête menée par la commission parlementaire sur la pénurie d'huile de table sur le marché durant les premiers jours de l'année, il apparaît que les grossistes ont eu un rôle de premier plan dans les perturbations dans la distribution de cette denrée de première nécessité. Ce n'est pas surprenant, en janvier 2011, une commission parlementaire créée pour la même raison, avait abouti à la même conclusion : le maillon des grossistes est déterminant dans le marché intérieur.

La commission doit soumettre son rapport au président de l'Assemblée populaire nationale avant qu'il ne soit transmis aux autorités compétentes concernées. La commission d'enquête parlementaire sur la pénurie de certains produits alimentaires de large consommation avait été installée le 13 janvier par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil. Elle a commencé son travail trois jours après sur 14 wilayas frontalières (Tébessa, Souk Ahras, El Tarf, Naâma, Tlemcen, Béchar, Adrar, Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset, In Guezzam, Ouargla, el Oued, Illizi et Djinet). La commission s'est rendue également dans certains départements ministériels et services concernés, et dans les grandes villes.

Salah Goudjil avait rappelé aux

membres de cette commission la responsabilité qui leur incombe compte tenu de "la dimension nationale que revêt la guerre lancée par l'État, sous la direction du président de la République, contre les auteurs de ces actes irresponsables et contraires à la loi". Il a appelé à conjuguer les efforts pour régler ce problème et éliminer les pratiques en cause. En installant la commission, Salah Goudjil a demandé à ses membres de "faire preuve d'efficacité, effectuer leur travail loin des médias et s'abstenir de toute déclaration". Il ne faut donc pas s'attendre à des révélations significatives avant la remise du rapport aux services concernés. La question qui se pose est de savoir quelles suites seront données à ce rapport qui ne doit pas être « l'arbre qui cache la forêt ». Sur le marché intérieur, certains opérateurs qui disposent de la liberté de commercer versent carrément dans la fraude et se comportent en véritables provocateurs par leurs pratiques spéculatives visant à créer les pénuries de produits de première nécessité pour en augmenter le prix, y compris pour les produits subventionnés. L'approche du mois de ramadhan, mois de grande consommation par excellence, va sans doute aiguïser leur appétit. Au début de ce mois, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a dû lui-même effectuer, une visite

d'inspection dans la capitale pour vérifier l'état de l'approvisionnement du marché en denrées alimentaires de base et de large consommation et constater de visu les "grandes" quantités d'huile de table qui étaient distribuées. Il a visité des centres de stockage et de distribution d'huile de table pour s'enquérir de la situation.

L'état chaotique du commerce intérieur apparaît dans le nombre d'affaires présentées devant la Justice dans le cadre de la lutte contre la corruption et contre la hausse des prix. Selon Kamel Rezig il y a eu en 2021, 145 359 procès-verbaux de poursuites judiciaires liées à la spéculation et la hausse des prix. Durant la même année, le ministère du Commerce a proposé la fermeture de 12 004 locaux commerciaux et pris des mesures administratives conservatoires consistant en la saisie de marchandises d'une valeur dépassant 2 milliards de DA. En cause, principalement, le stockage illégal de la pomme de terre et de l'huile. Dernièrement, les contrôles des services du ministère du Commerce ont conduit à l'arrêt de l'approvisionnement de quatre opérateurs économiques et à la fermeture administrative de quatre locaux commerciaux, avec la saisie de 64 tonnes d'huile de table, pour une valeur marchande estimée à 3,02 millions DA.

M'hamed Rebah

COVID-19 LE GOUVERNEMENT RECONDUIT LES MESURES DE PRÉVENTION ET EXHORTE LES ALGÉRIENS : « Faites-vous vacciner ! »

Notre pays traverse, ces jours-ci, la quatrième vague de Coronavirus, en enregistrant une hausse sans précédent des contaminations, dépassant la barre symbolique de 2000 cas au quotidien.

Et le pic prévu par les spécialistes n'est pas encore atteint, et est attendu fin janvier courant, indiquant que le nombre de cas hospitalisés dans les hôpitaux, rien qu'à Alger, est à 1000 malades.

Ainsi, et « au vu de la gravité de la situation épidémiologique dans le pays durant ces derniers jours, mais aussi à la hausse du nombre de contaminations quotidiennes qui dépassent celui enregistré au pic de la troisième vague de cette épidémie », estime le Gouvernement dans un communiqué, l'État a décidé, au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, de reconduire le dispositif actuel de protection et de prévention pour une période de 10 jours, à compter de mardi 25 janvier 2022. Le Premier ministre,



Phs : DR

ministre des Finances, Aïmène Benabderrahmane, a tenu à rappeler que « les mesures édictées par le Président de la République concernant la suspension de l'enseignement au niveau de l'éducation nationale demeurent applicables jusqu'au samedi 29 janvier 2022 ». Ajoutant que « la situation est grave et cela risque de mettre en grande difficulté nos structures hospitalières, lesquelles pourraient atteindre un seuil de saturation. De même, que ce rythme de propagation pourrait induire un fort impact sur notre population et chez

les personnes les plus vulnérables, particulièrement les personnes non encore vaccinées ». Le gouvernement a souligné que « la majorité des cas d'hospitalisation et de décès sont observés chez les sujets non vaccinés » et exhorte, à ce titre, les citoyennes et les citoyens « à participer massivement aux campagnes de vaccinations lancées au niveau de l'ensemble du territoire national ».

Rappelant dans ce contexte la mesure d'interdiction jusqu'à nouvel ordre, de la tenue de tous les séminaires,

rencontres et regroupements, appelle aussi les citoyens à éviter tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements. À cet effet, la population est appelée à continuer à observer, avec détermination et haut degré de conscience, toutes les consignes et mesures sanitaires de prévention et de protection et à soutenir l'élan de solidarité pour faire face à cette crise sanitaire.

Sarah Oubraham

BENBOUZID QUALIFIE LA SITUATION SANITAIRE DE DANGEREUSE

« L'Omicron à l'origine de 60 % des contaminations »

Comme l'avaient prédit de nombreux spécialistes de la santé, le variant omicron réputé pour sa forte contagiosité est en train de prendre le dessus sur l'ensemble des contaminations à la Covid-19 en Algérie comme ça l'est partout ailleurs dans le monde. Alors qu'il ne concernait, il y a à peine quelques jours, que moins de la moitié des contaminations, l'Omicron dépasse désormais le variant Delta puisqu'il domine actuellement 60% des cas touchés. C'est ce qu'a fait savoir hier le ministre de la santé Abderrahmane Benbouzid lors d'un passage sur le plateau d'une chaîne de télévision privée, lors de laquelle il a qualifié la situation épidémiologique actuelle de « dangereuse ».

À ce propos, il a indiqué que ce sont les wilayas d'Alger, de Bejaia, de Tizi Ouzou et de Sétif qui enregistrent un très grand nombre de contaminations, tenant toutefois à assurer que son secteur « maîtrise » la situation au niveau des structures hospitalières. Toujours dans le même contexte, le ministre a fait état de 20 000 lits disponibles pour la prise en charge des patients Covid-19 au niveau des structures hospitalières. Or, seulement 5000 lits sont actuellement utilisés, précise-t-il encore. Concernant, par ailleurs, les nombreuses réclamations enregistrées par rapport à un manque de médicaments au niveau des pharmacies, le ministre a souligné que le problème dépassait son département ministériel.

« L'ALGÉRIE, DERNIÈRE DE LA CLASSE EN MATIÈRE DE VACCINATION »

Évoquant, d'autre part, le volet de la vaccination contre la pandémie du covid19, le ministre de la Santé a affirmé que l'Algérie peine à atteindre les objectifs tracés dans ce domaine. En termes de



chiffres, Benbouzid a indiqué que le taux de vaccination contre le virus n'a pas dépassé les 13 % de l'ensemble de la population, alors que le pourcentage des personnes en âge adulte ayant reçu les deux doses est de 29% seulement. À ce propos, il a tenu à relever que la majorité des patients Covid-19 hospitalisés, sont

des personnes non-vaccinées. En ce qui concerne les réserves de l'Algérie en doses de vaccins anti-Covid-19, le ministre de la santé a fait savoir que le pays disposait d'un stock pouvant assurer la demande jusqu'à deux ans.

LE PR DJENOUHAT CONFIRME : « L'OMICRON DOMINERA 80% DES CONTAMINATIONS »

Pour sa part, le Pr Kamel Djenouhat, chef de service du laboratoire central à l'EPH Rouiba avait fait savoir lundi que les structures sanitaires en Algérie sont saturées. Il a reconnu, à ce propos, que bien que la situation soit maîtrisable, mais celle-ci demeure inquiétante. Par ailleurs, mettant en avant la forte contagiosité du variant Omicron, le Pr s'est appuyé sur des statistiques de la situation au niveau mondial pour expliquer que le nombre des contaminations a été multiplié par quatre en quelques jours. Pour ce qui est de l'Algérie, il avance que « d'après l'Institut Pasteur, l'omicron dominera les contaminations à 80% ».

Ania nch

Un nourrisson succombe au virus à Alger

Très contagieux, le variant Omicron continue de se répandre en Algérie et n'épargne aucune tranche d'âge. Un nourrisson a succombé, lundi, au virus, à l'hôpital de Rouiba. Agé à peine de 10 semaines, le bébé n'a pas survécu à la fièvre. L'autopsie a montré qu'il est décédé des suites du Covid-19. Le diagnostic n'a pas pu être posé à temps, a témoigné, hier dans un reportage diffusé sur les ondes de la Radio nationale chaîne 3, le Pr Kamel Djenouhat, chef de service du laboratoire central à l'EPH Rouiba : « ce n'est qu'après autopsie que le décès, dû au Covid-19, a été confirmé ». Il a appelé, suite à cela, la population à se faire vacciner pour éviter les formes graves de la maladie. Les professionnels de la Santé rappellent que les enfants doivent rester à la maison durant cette période de fermeture des écoles, « autrement, la mesure restera sans effet », a interpellé, pour sa part, le Pr Nouredine Zidouni.

A. nch

ALORS QUE LES SPÉCIALISTES PRÉDISENT UN PIC DE CONTAMINATIONS VERS FIN JANVIER

La reprise des cours scolaires maintenue pour le moment

L'inspecteur central au ministère de l'Éducation nationale, Boualem Belaouar, a laissé entendre hier, que la réouverture des écoles ce dimanche 30 janvier est pour le moment maintenue, et ce après une fermeture d'une durée de 10 jours en raison de la dégradation de la situation sanitaire et à la forte propagation de la Covid-19 dans les établissements scolaires. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale chaîne 1, le responsable a estimé que la suspension des cours tout au long de ces 10 jours n'affectera pas le bon avancement des programmes, soulignant que le ministère de l'Éducation a pris toutes les dispositions en cas d'exceptions. Cela sous-entendu qu'il est donc possible d'aller vers un prolongement de la fermeture des écoles au vu de la hausse persistante des contaminations, sachant que les spécialistes et les experts de la santé estiment que le pic n'a pas encore été atteint et que cela se produira dans une semaine ou 10 jours. Il faudra rappeler surtout que les écoles ont été fortement touchées par le virus, et les élèves ont grandement contribué à sa propagation, ce qui avait amené les hautes autorités à décider de leur fermeture après concertation avec le conseil scientifique chargé du suivi de la pandémie.

« LA SUSPENSION DES COURS POUR LA RÉVISION »

D'autre part, pour tirer profit de cette suspension, le même responsable a appelé les élèves et les parents à considérer cette suspension des cours non pas comme des vacances, mais plutôt une occasion pour réviser les cours et à ne pas rater ceux dispensés à la Télévision publique ou via le numérique terrestre de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance. Interrogé sur les rumeurs évoquant des cas de décès parmi les élèves, celui-ci a tenu à les démentir, mais il a, tout de même, admis l'enregistrement de cas d'infections parmi les élèves et les enseignants. Et pour parer à tout danger de contamination, Belaouar a indiqué à ce propos que le ministre de l'Éducation nationale a donné des instructions aux directeurs de l'éducation à travers le pays pour stériliser et nettoyer toutes les installations scolaires pendant la période de suspension en vue du retour des élèves dimanche prochain, soulignant la nécessité de respecter le protocole sanitaire en milieu scolaire.

A. n.

POINT COVID-19

2521 nouveaux cas, 1055 guérisons et 8 décès

2521 nouveaux cas confirmés de Covid-19, 1055 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans son communiqué quotidien. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 241 406, celui des décès à 6 516 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 161 679. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 9 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 25 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen "vigilance et respect" des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

R. S.

APRÈS L'ENGAGEMENT DU MINISTRE DES FINANCES DE RÉTABLIR LE RÉGIME DE PRELÈVEMENT
À LA SOURCE DE L'IMPÔT

Les avocats mettent fin à leur grève

À l'issue de sa rencontre de dialogue et de la concertation avec les représentants du ministère des Finances, dont Aïmène Benabderrahmane lui-même, tenue lundi dernier, l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA), en grève depuis deux semaines, a décidé la suspension de leur mouvement de protestation et la reprise de toutes les activités judiciaires à partir de jeudi prochain.

C'est donc dans un communiqué rendu public que les avocats ont annoncé l'arrêt de la grève, et la décision du PM concernant la révision du régime fiscal imposé dans la Loi de finances 2022. Précisant : « dans une rencontre tenue lundi au siège du ministère des Finances, entre le Premier ministre et des représentants de l'UNOA afin de tenter de trouver une issue à la crise qui paralyse depuis plusieurs jours le monde de la justice, le sens de responsabilité a prévalu et permis d'arriver à un accord de revoir le système d'imposition contenu dans la nouvelle loi de finances ». Plus explicite, il a été convenu de constituer une commission mixte pour repenser le régime fiscal simplifié en fonction des spécificités de la profession d'avocat. Ce dernier devrait reposer sur « le paiement de l'impôt à la source sans préjudice du principe de l'impôt sur le revenu afin de rétablir l'équité fiscale, puisqu'il a été convenu d'inscrire ce projet dans la prochaine loi de finances », est-il indiqué. Ayant trouvé un écho favorable à ses revendications, l'organisation précise, dans le même communiqué, que « les discussions et l'écoute du Premier ministre étaient teintées d'un esprit de coresponsabilité avec, comme seul



Ph : DR

leitmotiv, l'intérêt général ainsi que la prise en compte de la particularité du métier d'avocat ».

En outre, selon la même source, il a été accepté de revoir le système d'imposition des avocats contenu dans la nouvelle loi de finances, ainsi que la mise en place d'une commission mixte chargée de se pencher sur le système d'imposition à la source sans toucher le principe de l'impôt sur le revenu dans le respect de l'égalité de l'imposition ». Rappelant, dans ce contexte, que depuis le 13 janvier passé les avocats sont entrés en grève nationale illimitée paralysant ainsi l'ensemble de l'activité judiciaire à travers le pays, contestant le nouveau système fiscal qui leur a été imposé dans le cadre de la loi de Finances 2022.

Du coup, tous les membres des barreaux du pays ont respecté le mot d'ordre, lancé le 8 janvier dernier, par l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA), de boycotter les Cours et les tribunaux jusqu'à l'annulation du nouveau système fiscal qui les oblige à faire une

déclaration annuelle détaillée de leurs revenus. En déclenchant ce débrayage, les robes noires souhaitent voir « les hautes autorités du pays revoir leur copie quant au nouveau régime fiscal qui leur est imposé par la force de la nouvelle loi de Finances 2022 qui est entrée en vigueur le 1er janvier dernier ». Pour eux, la suppression de l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% et son remplacement par un nouveau régime qui les contraint désormais de payer à titre de taxes et impôts de plus de 50% de leurs gains, dont 19% de TVA à répercuter sur le citoyen, « est une aberration ». Ils dénoncent, dans ce sens, « l'assimilation de leur activité à celle des commerçants ». « Le ministre des Finances doit assumer sa responsabilité dans la situation actuelle puisque c'est lui qui a fermé toutes les portes du dialogue et n'a pas daigné donner suite aux nombreux courriers qui lui ont été adressés », précisent-ils dans le procès-verbal de l'assemblée générale de l'UNOA.

Sarah Oubraham

SOUTIEN DE L'EMPLOI DES JEUNES

Voici ce qui va changer

Plusieurs décrets modifiant et complétant les textes relatifs aux différents dispositifs de soutien de l'emploi des jeunes, ont été publiés dans le dernier numéro du Journal officiel.

Ainsi, le dernier numéro du JO contient le décret présidentiel modifiant et complétant le décret présidentiel relatif au soutien à l'emploi des jeunes visant à favoriser la création, l'extension et la diversification d'activités de production de biens et de services par les porteurs de projets.

Ce décret vise, également, à prendre en charge la gestion des dispositifs publics d'aide à la création et l'extension d'activités, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, en vertu du décret modifié et complété relatif au dispositif du micro-crédit, la dénomination de

"ministre chargé de la solidarité nationale" est remplacée par celle de "ministre chargé des micro-entreprises", dans les dispositions du décret présidentiel correspondant au 22 mars 2011 et celles de tous les autres textes subséquents.

Le décret exécutif correspondant au 19 janvier 2022 confère au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la micro-entreprise, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de gestion du micro-crédit.

En outre, le dernier numéro du Journal officiel, comporte également le décret exécutif modifiant celui portant statut de la Caisse nationale d'assurance chômage qui, outre ses missions qui lui ont été confiées, participe au financement partiel des études relatives aux formes atypiques de travail et de rémunération, à l'identification des créneaux et gisements d'em-

ploi.

Elle aura également pour mission, la prise en charge, en relation avec les services publics de l'emploi, de l'accompagnement des chômeurs dont elle a la charge, en matière de recherche d'emploi, d'aide au travail indépendant et de formation, à l'aide aux entreprises en difficulté dans leurs actions de préservation de l'emploi, selon des formes et modalités arrêtées par convention, ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi".

À titre transitoire, cette caisse continue de prendre en charge le financement et l'octroi des aides et avantages fixés par la réglementation en vigueur pour les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 55 ans ayant bénéficié effectivement d'un prêt non rémunéré, à la date de publication du présent décret au Journal offi-

ciel.

Toutefois, la prise en charge des dossiers des chômeurs promoteurs âgés de 30 à 55 ans ayant obtenu l'attestation d'éligibilité et de financement, délivrée par les services de la Caisse nationale d'assurance chômage et n'ayant pas obtenu un financement à la date de publication du présent décret au Journal officiel, est confiée à l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

La caisse continue aussi d'assurer le recouvrement de toutes ses créances des prêts non rémunérés et des prêts non rémunérés supplémentaires qu'elle a octroyés aux chômeurs promoteurs âgés de 30 à 55 ans, jusqu'à recouvrement total de ses créances, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

R. N.

COVID-19

Les pharmacies d'officine autorisées à effectuer les tests de dépistage

Le ministère de la Santé a décidé d'autoriser les pharmacies d'officine à effectuer les tests de dépistage du Covid-19. Cette décision ministérielle, promulguée lundi, vise à autoriser les pharmacies d'officine à effectuer les tests de dépistage du Covid-19 (tests antigéniques). En vertu de cette décision, "le pharmacien, propriétaire d'une pharmacie d'officine, ou le pharmacien assistant qui exerce sous sa responsabilité, sont autorisés à effectuer les tests de dépistage du Covid-19 (tests antigéniques)". Pour rappel, le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) avait appelé le ministère de la Santé à autoriser les pharmacies d'officine à effectuer les tests de dépistage du Covid-19, à l'instar des pays développés, pour alléger la pression sur les laboratoires privés et réduire la propagation du virus". Suite à la forte propagation du variant omicron, les laboratoires ont enregistré une grande affluence des citoyens, avec une moyenne variant entre 100 et 200 cas de dépistage/jour", a fait savoir le président de l'Association nationale des laboratoires d'analyses médicales, Abdelhalim Chachou.

R. S.

DÉMOGRAPHIE EN ALGÉRIE

Près de 26,4 millions de personnes en âge de travailler

La population en âge de travailler en Algérie a atteint près de 26,4 millions de personnes en juillet 2020, soit 59,6% de la population globale, selon l'Office national des statistiques (ONS). Le dernier rapport annuel de l'ONS sur la démographie en Algérie fait ressortir que la population en âge d'activité, soit les personnes âgées de 15 à 59 ans, s'élève à 26.364.088 personnes. Ainsi, la part de la population en âge de travailler a continué de décroître pour représenter 59,6% du nombre global de la population résidente en juillet 2020 (44,3 millions), contre 60,0% à la même période en 2019. La part de la population âgée de moins de cinq ans, qui est de 4,66 millions, a poursuivi également sa tendance baissière, passant de 11,7% de la population globale en 2019 à 11,5% en 2020. Quant à la population âgée de 5 à 15 ans, elle a connu une légère progression, passant de 30,4% à 30,6% durant la même période de comparaison pour totaliser 3,82 millions de personnes. Les personnes âgées de 60 ans et plus, représentent 9,8% de la population globale en 2020 contre 9,5% en 2019. Cette frange a atteint un effectif de 4,32 millions de personnes, dont 2,94 millions de personnes âgées de 65 ans et plus, détaille l'Office. Concernant "le rapport de dépendance démographique", - c'est-à-dire le rapport de la population combinée de jeunes de moins de 15 ans et de personnes âgées de 60 ans et plus, à la population en âge de travailler, il a continué sa tendance haussière enregistrée depuis 2007, pour atteindre 67,8 pour 100 personnes en âge d'activité. Cette augmentation est l'effet conjoint de la hausse de la population des moins de 15 ans et, à un degré moindre, de celle âgée de 60 ans et plus, selon l'ONS. S'agissant de la structure de la population par sexe, une légère prédominance de la population masculine a été constatée par l'ONS avec 50,7% du nombre global de la population résidente, soit 22,42 millions hommes contre 21,83 millions de femmes. La population féminine en âge de procréer (15-49 ans) est estimée à 11,1 millions, selon les chiffres de l'Office.

APS

EST-CE QUE

APRÈS LE LIMOGEAGE DU MANAGER GÉNÉRAL DES VERTS

Quelle sera la réaction de Belmadi ?

Que de bruit court depuis quelque temps sur un prétendu "divorce" entre le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, et le sélectionneur national, Djamel Belmadi. La polémique a même enflé au point que le patron du football algérien, en poste depuis neuf mois, a été obligé de démentir toutes les informations ayant circulé à ce sujet, et ce, en marge du tirage au sort des barrages qualificatifs pour le Mondial, samedi passé à Douala.

Malgré cela, le feu n'a pas été pour autant éteint, car des langues continuent de se délier pour annoncer un "malaise" profond entre les deux hommes, étayant leurs dires par le message codé

lancé par le sélectionneur national lui-même peu avant qu'il quitte Douala et par lequel il a critiqué indirectement le rôle de la FAF et ses carences en matière de fonctionnement de l'équipe nationale.

Voilà qui conforte la thèse selon laquelle le courant ne passerait pas très bien entre les deux responsables. Un abcès qui devra être vite crevé pour l'intérêt des Verts qui s'apprêtent à jouer un rendez-vous décisif dans la course à la qualification au Mondial. À ce titre justement, on annonce une réunion pro-

chaine à Paris devant opposer Amara et Belmadi. Il faut dire que les choses n'étaient pas au beau fixe déjà lors de la Coupe arabe des nations.

Belmadi avait même donné des signes lors de ses dernières sorties médiatiques, notamment lorsqu'il avait évoqué la manière du départ de 19 joueurs, quelques heures seulement après la défaite face à la Côte d'Ivoire en phase de poules de la CAN 2021. «Je ne peux pas tout gérer», avait répondu Belmadi à la question de savoir qui avait organisé le départ des joueurs. Il faut

savoir aussi que Belmadi avait longuement discuté avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag, dès l'arrivée de l'équipe à Alger, vendredi dans la soirée. Il lui avait fait part de tous les problèmes rencontrés au Cameroun.

Cela se passe au moment où l'on annonce le limogeage du manager de l'équipe nationale, Amine Labdi par le patron de la FAF. Une décision qui ne serait pas du goût de Belmadi vers lequel tous les regards sont braqués pour connaître justement sa réaction.

Hakim S.

À DEUX MOIS DES BARRAGES QUALIFICATIFS POUR LE MONDIAL

Pas de grands changements dans l'effectif algérien en vue

Après la sortie prématurée des Verts de la CAN, les regards sont braqués vers le sélectionneur national Djamel Belmadi qui a promis d'analyser à froid les raisons de l'échec afin de redémarrer sur de bases solides en se projetant sur l'autre objectif qui l'attend, à savoir les barrages qualificatifs au prochain Mondial.

Avant deux mois de la double confrontation contre le Cameroun, chacun y va avec sa propre "prévision" concernant la stratégie que va prôner l'entraîneur national pour rectifier le tir. Evidemment, ça parle notamment de changements au niveau de l'effectif des Fennecs après que plusieurs joueurs sont passés à côté de la plaque décevant plus d'un lors de la petite aventure de l'équipe nationale sur les terres camerounaises.

Mais ceux qui sont au fait des choses de la sélection nationale sont unanimes à considérer que le manque de temps ne permet pas au staff technique et à l'entraîneur Djamel Belmadi de penser à appeler de nouveaux noms pour l'équipe nationale.

Selon ces avis, tout ce que le staff technique national compte faire est plutôt corriger les erreurs et remettre de l'ordre dans la maison afin d'être prêts à affronter le Cameroun. Cela nous amène à dire que Belmadi va miser sur le même groupe avec lequel il a travaillé tout au long des trois dernières années.

Néanmoins, si les Fennecs parviennent à se qualifier pour la Coupe du monde, la situation sera appropriée et le moment opportun, pour prendre les



mesures nécessaires en injectant un sang neuf au sein de l'effectif de la sélection, en faisant appel à des talents capables d'apporter le plus souhaité.

À ce propos, il sera question naturellement d'axer sur des joueurs de valeur et non sur n'importe quel petit joueur qui évolue pour quelques minutes avec son équipe.

S'assurer les services de jeunes joueurs de talent, sera donc la prochaine mission de Belmadi en cas de qualification pour le Mondial. Les observateurs dressent déjà une longue liste de joueurs au profil recherché, à l'image d'Amine Gouiri, Rayane Ait Nouri, Yacine Adli, Michel Oleiz...etc. Ces éléments appor-

teront non seulement un plus aujourd'hui, mais permettront d'assurer le passage à une nouvelle ère dans des conditions optimales, en évitant à la sélection de traverser une nouvelle longue traversée du désert, du fait que la plupart de ses joueurs actuels ont dépassé la trentaine et se rapprochent à grands pas de leur retraite internationale.

Mais pour l'instant, on n'en est pas encore là, puisque toute la concentration va vers les deux matches contre le Cameroun aux enjeux néfastes, puisqu'outre le billet qualificatif pour le Mondial, les camarades de Mahrez auront l'occasion de prendre leur revanche sur le sort.

H. S.

LIGUE 1

Un mois de suspension pour le secrétaire du NC Magra

Le secrétaire du NC Magra, Mes-saoud Dilmi a écopé d'un mois d'interdiction de terrain et de vestiaires, pour "comportement anti-sportif, atteinte à la dignité et à l'honneur", lors du match ayant opposé son équipe à la JS Kabylie, le 15 janvier courant, pour le compte de la 13e journée de Ligue 1, a annoncé mardi la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (CD/LFP). "La suspension de Dilmi est rehaussée par une amende de l'ordre de 100.000 DA" a ajouté l'instance. Les sanctions les plus lourdes, prononcée lors de cette session étaient toutes dirigées contre des membres des staffs administratifs ou dirigeants, car en ce qui concerne les joueurs et les entraîneurs les suspensions n'étaient que d'un ou deux matchs, le plus souvent pour contestation de décision. Ainsi, le garde-matériau du NC Magra, Khiri Nacer-Eddine, a écopé de quatre matchs d'interdiction du stade, "pour comportement anti sportif et non-respect du protocole sanitaire".

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST)

Les joueurs du CR Témouchent en grève

Les joueurs du CR Témouchent continuent de boudier les entraîneurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris mardi du club évoluant en championnat de Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest). Cette grève intervient après quelques jours de la fin de la phase aller du championnat qui a vu cette formation de l'Ouest du pays réussir un parcours encourageant comme en témoigne la deuxième place qu'elle a décrochée à l'issue de la première partie de l'exercice 2021-2022. Cela se passe au moment où la direction du club se plaint du manque d'assistance financière de la part des autorités locales, un état de fait qui la pousse à songer sérieusement à une démission collective, affirme-t-on de même source. Le mouvement de grève enclenchée par les protégés du président Houari Talbi risque de freiner l'équipe dans son élan après avoir réussi à redresser la barre et se relancer dans la course à l'accession. En effet, après un début d'exercice difficile au cours duquel le CRT a enchaîné les contre-performances, les "Rouge et Blanc" se sont vite rachetés, notamment depuis le changement opéré à la barre technique avec l'arrivée d'Abderrahmane Osmane en remplacement du Tunisien Adel Al Atrach. Ce changement a permis de provoquer le déclic souhaité, puisque les affaires des gars d'Ain Témouchent se sont nettement améliorées pour terminer la phase aller à la deuxième place avec 32 points, distancés de trois unités par le leader le RC Kouba, sachant que seul le premier accèdera en Ligue 1 en fin de saison. Le président du CRT, Houari Talbi, a dans une récente déclaration à l'APS, affirmé que son équipe viserait la montée parmi l'élite "si les moyens financiers suivaient".

CAN-2021

Le Cameroun met fin au rêve des Comores, bousculade meurtrière devant le stade

Le Cameroun a mis fin lundi soir au rêve des Comores et s'est qualifié pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), une rencontre endeuillée par une bousculade devant le stade de Yaoundé qui a fait huit morts, selon un rapport préliminaire du ministère de la Santé. "Huit décès sont enregistrés", selon le rapport, dont un enfant.

Un premier bilan fourni plus tôt par la télévision d'Etat faisait état d'un "demi-douzaine de morts et des dizaines de blessés". Selon le ministère de la Santé, une bousculade s'est produite à l'entrée sud du stade d'Olembé. Les victimes ont été "immédiatement transportées" à bord d'ambulances mais "le trafic routier intense, a ralenti le transport", selon le rapport. Un bébé aurait également été piétiné par la foule, toujours à l'extérieur du stade, au moment du contrôle du pass sanitaire, selon le ministère de la Santé. Le nourrisson, "immédiatement extirpé et conduit à l'hôpital général de Yaoundé" se trouve dans un état "médicalement stable". Selon les autorités sanitaires, une cinquantaine de personnes ont été blessées, dont deux personnes polytraumatisées et deux autres souffrant de traumatismes crâniens. Quelques minutes après le coup de sifflet final de la rencontre, il n'y avait plus de trace de la bousculade aux abords du stade, a constaté un journaliste de l'AFP. Sur la pelouse, alors que l'information ne circulait pas encore et face à des Comores accablées par le sort, sans gardien de métier et à dix presque tout

Le match de dimanche déplacé au stade "Ahmadou Ahidjo"

Le quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévu dimanche à Yaoundé sera déplacé dans le second stade de la capitale camerounaise après la bousculade meurtrière de lundi soir dans la principale enceinte, a annoncé mardi le président de la Confédération africaine de football (CAF). "Je dis que la rencontre prévue dimanche au stade d'Olembé n'aura pas lieu, il se jouera au stade Ahmadou Ahidjo", a déclaré Patrice Motsepe lors d'une conférence de presse. Le stade Olembe devait accueillir la rencontre entre les vainqueurs des 8es de finale Côte d'Ivoire-Egypte et Maroc-Malawi. "Il faut mettre en place une commission pour enquêter immédiatement sur ce qui s'est passé et pour savoir qui était supposé faire quoi et qui ne l'a pas fait, n'a pas rempli des obligations, et nous voulons leur rapport d'ici à vendredi", a ajouté M. Motsepe au lendemain d'une bousculade qui a fait huit morts et 38 blessés à une entrée du stade d'Olembé lundi soir, peu avant le 8e de finale Cameroun-Comores (2-1).



Phs : D6

le match, le Cameroun a fini par se qualifier (2-1) pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations. Les "Lions indomptables" affronteront pour une place dans le dernier carré l'autre débutant de cette CAN, la Gambie, vainqueur de la Guinée (1-0), à Douala le 29 janvier. Les Comores ont résisté héroïquement, et même marqué sur un coup franc direct de Youssouf M'Changama (81e), pour aviver leurs regrets, avec un arrière-droit dans les buts et à dix contre onze dès la 7e minute. Après l'exclusion de leur capitaine Nadjim Abdou, les "Cœlacanthes" ont même voulu un instant quitter la pelouse. Le staff, faisant des X avec les bras en croix au-dessus de leurs têtes, semblaient vouloir jeter l'éponge, avant de se raviser. L'exclusion a été décidée après consultation de la vidéo, Abdou intervenant en retard sur la cheville de Nicolas Ngamaleu, mais le coup était cruel pour les Comoriens. Ce rouge s'ajoutait à la colère de n'avoir pas obtenu de dérogation pour aligner le gardien Ali Ahamad, à nouveau négatif au Covid mais pas dans les délais. Le deuxième gardien, Moyadh Ousseini, était positif, et Salim Ben Boina blessé. Shaker Alhadhur, défenseur de métier titulaire dans les buts, a été courageux, mais il n'avait pas la détente d'un vrai gar-

Le président camerounais ordonne une enquête

L'accident survenu, lundi soir à Yaoundé à l'entrée d'un stade accueillant le huitième de finale Cameroun-Comores de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football, a suscité l'intervention du président camerounais Paul Biya qui a ordonné une enquête sur la bousculade qui a fait 8 morts a annoncé mardi le gouvernement. "Le chef de l'Etat a prescrit l'ouverture d'une enquête afin que toute la lumière soit faite sur cet incident tragique", poursuit le ministre dont le gouvernement "appelle une fois de plus" les Camerounais "au sens des responsabilités, à la discipline et au civisme de tous pour la réussite totale de cette grande fête sportive".

Vincent Aboubakar premier joueur à marquer plus de 5 buts depuis 1998

L'attaquant camerounais Vincent Aboubakar, auteur du deuxième but des Lions Indomptables contre les Comores (2-1) en 8e de finale de la Coupe d'Afrique des Nations, disputé lundi soir à Yaoundé, est désormais le premier joueur à inscrire plus de cinq buts en une édition de la CAN au 21e

siècle. Il faut remonter à l'édition de 1998 au Burkina Faso où l'Egyptien Hossam Hassan et le Sud-Africain Benni Mc Carthy avaient inscrit tous deux 7 buts pour voir une telle performance. Le buteur d'Al Nasr (Arabie saoudite) bat aussi le record de Samuel Eto'o (5 buts en 2006 et 2008) en inscrivant un sixième but pour le

Cameroun en un seul tournoi de la CAN, et dépasse également une autre légende de Roger Milla (4 buts en 1986). Le capitaine des Lions indomptables du Cameroun a inscrit ses six réalisations contre respectivement le Burkina Faso (2-1) sur deux pénalties, deux contre l'Ethiopie (4-1), un contre le

CÔTE D'IVOIRE-EGYPTE

Une finale avant la lettre

Le match Côte d'Ivoire-Egypte de ce mercredi à 17h00 au stade Japoma de Douala comptant pour les huitièmes de finale de la CAN-2021, aura un air de finale avant la lettre, les deux sélections non seulement font partie des gros bras du football africain mais comptent à elles deux neuf titres : sept pour les Pharaons et deux pour les Éléphants. Après l'Algérie (tenante du titre), les Éléphants feront face à une sélection égyptienne qualifiée en ne maîtrisant pas complètement son sujet lors du premier tour. Après avoir perdu 0-1 contre le Nigeria pour son entrée dans la compétition, l'Egypte a gagné petitement contre la Guinée Bissau et le Soudan sur la même marque de 1-0. Mais si elle a ramé avant de passer le premier tour, l'Egypte reste un redoutable adversaire et les Ivoiriens savent que les Pharaons leur ont souvent barré la route en phase finale de Coupe d'Afrique des nations. Pour leur 5-ème sacre en CAN, les Pharaons avaient battu les Éléphants en finale aux tirs au but en 2006 et deux années plus tard pour leur 6-ème trophée continental, les Egyptiens ont fait sortir les Ivoiriens en demi-finale. C'était au Ghana en 2008. Assez pour que les Éléphants soient prudents pour ce huitième de finale même s'ils ont plutôt réussi un match quasi parfait (3-1) contre les champions d'Afrique en titre, jeudi dernier en phase de poules. Au contraire de l'Egypte, la Côte d'Ivoire n'a perdu aucun match lors de la phase de poules et a donné l'impression de monter en puissance sur son entame de compétition. Et en plus, avec trois matchs joués sur cette pelouse et deux rencontres gagnées, l'équipe ivoirienne a pris ses repères pour faire face à n'importe quel adversaire qu'il soit l'Egypte ou un autre.

COUP FRANC DIRECT DE M'CHANGAMA

Trois minutes plus tard, André Onana a rappelé tout ce qu'un grand goal apporte, avec une double parade magnifique sur deux tirs successifs d'Ahmed Mogni et Youssouf M'Changama (32e). Le gardien de l'Ajax a ensuite écopé les Comoriens, avec un magnifique réflexe sur une frappe puissante de Ben El Fardou (79e). Mais il ne pouvait rien sur le coup franc direct de M'Changama dans la lucarne, alors que Vincent Aboubakar avait déjà doublé la mise (71e). Voilà Aboubakar à 6 buts, à trois unités du record de la CAN, signé du Zaïrois (aujourd'hui de la RD Congo) Pierre Ndaye Mulamba en 1974. La belle histoire des Comores ferme un chapitre, la grande histoire des Lions Indomptables poursuit son rêve d'en écrire un autre, glorieux. Mais il faudra en montrer davantage. "Nous ne sommes pas satisfaits, parce que nous avons rencontré beaucoup de difficultés lors de cette rencontre", a déclaré leur sélectionneur, le Portugais Toni Conceição.

Un but de Musa Barrow, le joueur le plus en vue de la rencontre, a suffi au bonheur des hommes de Tom Saint-fiet, qui affronteront en quarts le Cameroun, pays-hôte de la compétition.

L'aventure continue pour ce tout petit pays anglophone inséré au milieu du Sénégal, de 11.295 m² louvoyant autour du fleuve Gambie. Les Scorpions seront de retour samedi pour une place en demi-finale.

MANCHESTER UNITED

Les 4 entraîneurs pistés pour la saison prochaine

La direction de Manchester

United a dressé une liste de

quatre noms pour diriger

l'équipe la saison prochaine.

Ralph Rangnick à Manchester United, ça ne se passe pas très bien...

Les Red Devils obtiennent des résultats qui, sans être catastrophiques, sont plutôt moyens. Et on ne sent pas non plus une grosse amélioration dans le jeu. Sans parler des conflits internes dont se régaler les tabloïds anglais, avec plusieurs cadres du vestiaire, dont Cristiano Ronaldo, qui ne seraient pas particulièrement fans de l'Allemand.

De toute manière, comme convenu dans son contrat, il ne fait qu'assurer l'interim et il occupera un rôle bien différent dès la saison prochaine, et la direction mancomunienne cherche déjà un entraîneur pour occuper le banc de touche de l'équipe locale à Old Trafford.



Comme l'indique The Athletic, il y a quatre noms qui sont très appréciés dans les bureaux manunien.

LUIS ENRIQUE, LA NOUVEAUTÉ

Le premier ne surprendra pas grand monde, puisqu'il s'agit de Mauricio Pochettino. Il y a des années déjà que les Red Devils veulent attirer l'entraîneur du Paris Saint-Germain, qui a impressionné tout le monde avec son Tottenham à l'époque. Erik Ten Hag, de l'Ajax, est aussi très apprécié dans le Grand Manchester, pour des raisons évidentes de jeu et de résultats avec l'écurie néerlandaise.

BORUSSIA DORTMUND

Erling Haaland va recevoir un énorme chèque

Au cœur d'une bataille entre les plus gros clubs européens, le buteur norvégien attire aussi les équipementiers...

Real Madrid, FC Barcelone, Manchester City, Paris Saint-Germain, Chelsea... Erling Haaland aura le choix cet été, alors que les écuries les plus puissantes du Vieux Continent espèrent l'enrôler. Un énorme feuilleton dans lequel on semble distinguer quelques favoris, à savoir les deux ogres espagnols, mais rien n'est joué encore. Nous vous avons notamment dévoilé - sur nos Spaces Twitter Foot Mercato - qu'il sera l'objectif du PSG en cas de départ confirmé de Kylian Mbappé.

Mais ce n'est pas tout. Si les meilleurs clubs veulent l'attirer dans leurs rangs,



c'est aussi le cas des plus gros équipementiers de la planète.

Comme l'indique le quotidien AS, ces derniers se livrent une énorme bataille pour l'attirer, alors que son contrat avec Nike a récemment pris fin.

ADIDAS ET PUMA AU COUDE À COUDE

Puma, qui frappe fort dans le monde du foot ces derniers temps, semble ainsi en pole position, avec une proposition de 8 millions d'euros par saison pour celui qui est appelé à devenir l'at-

taquant référence de la prochaine décennie. Mais Adidas serait aussi dans le coup, et ce dernier a notamment été aperçu avec des vêtements de la marque aux trois bandes sur des publications de ses réseaux sociaux.

Le journal espagnol précise que le choix de son futur équipementier ne devrait, a priori, pas avoir d'impact sur celui de son futur club, et qu'il peut très bien signer avec un club qui n'aura pas le même équipementier qu'il aura choisi. En revanche, peut-être qu'il serait bien inspiré d'attendre un peu avant de choisir, puisqu'en cas de signature dans un club très huppé, il sera encore plus en position de force pour faire monter les enchères auprès des marques...

PSG

Georginio Wijnaldum est prêt à partir

Blessé pour encore une dizaine de jours, Georginio Wijnaldum laisse filtrer qu'un départ ne serait pas pour lui déplaire, en particulier vers un club de Premier League...

Enfin un milieu qui allait mettre de l'intensité, créer des changements de rythme et du danger devant le but adverse. Voilà ce que disaient les supporters parisiens en accueillant Georginio Wijnaldum en provenance de Liverpool, au nez et à la barbe du FC Barcelone. Mais voilà, hormis quelques buts importants, contre Leipzig et Lens, et quelques fulgurances, le Néerlandais déçoit. On ne reconnaît pas le flam-

boyant milieu des Reds, celui qui règne aussi en sélection. Le rythme particulier de la Ligue 1 et le style de jeu parisien ne semblent pas coller aux qualités du joueur. Conséquence, les rumeurs d'un retour en Premier League ont vite alimenté les premiers jours du mercato hivernal. Et cela continue. En effet, Sky-sports affirme que Wijnaldum, même s'il ne le dira pas publiquement, est prêt à revenir en Premier League, et ne serait pas contre un retour dès ce mercato hivernal.

WIJNALDUM AIME ARSENAL

Et il lorgnerait même un club précis,

à savoir Arsenal, dont il est un admirateur. Cela tombe bien puisque les Gunners chercheraient à se renforcer dans ce secteur d'ici le 31 janvier. Reste à savoir si la blessure du Néerlandais de 31 ans (entorse de la cheville gauche) peut être un frein, son retour étant estimé pour début février. Côté PSG, la volonté est de ne pas le céder, mais il y a le dossier Tanguy Ndombélé qui se joue en coulisse. Idéalement, le club de la capitale souhaiterait voir un élément partir dans ce secteur, mais il pensait plus à Paredes, Danilo voire Gueye qu'à Wijnaldum. La donne pourrait changer si Arsenal se décidait à passer à l'action.

ATLÉTICO MADRID

Le gardien Jan Oblak positif au coronavirus

L'Atlético Madrid a annoncé mardi que son gardien international slovène, Jan Oblak, a été testé positif au coronavirus, alors que le championnat espagnol est en pleine trêve hivernale. Le joueur "a présenté un résultat positif à un test", a indiqué l'Atlético dans un bref communiqué, indiquant que le gardien a été placé "à l'isolement" et qu'il "respectera scrupuleusement les recommandations des autorités sanitaires". Cette contamination du gardien slovène intervient en pleine trêve dans le championnat en raison de matchs éliminatoires pour le Mondial-2022 dans les zones Amériques et Asie. Oblak devrait pouvoir jouer le prochain match de l'Atlético, prévu le 6 février prochain au Camp Nou, face au FC Barcelone, pour le compte de la 23e journée de Liga, date à laquelle sa quarantaine sera en principe terminée.

JUVENTUS

Accord avec la Fiorentina pour Vlahovic !

Comme annoncé ces dernières heures, la Juventus Turin a accéléré sur le dossier de l'attaquant de la Fiorentina, Dusan Vlahovic (21 ans, 21 matchs et 17 buts en Serie A cette saison). A tel point que Sky Italia annonce ce mardi que les deux clubs ont trouvé un accord. Pour quel montant ? Alors que la presse italienne évoquait une offre turinoise de 60 millions d'euros ce matin, le coût du transfert s'élèverait finalement à 75 M€ ! Un prix confirmé par le journaliste italien Fabrizio Romano.

Il ne resterait qu'à définir les détails du futur contrat de l'international serbe, qui s'est déjà entendu avec la Juve sur un bail de cinq ans, assorti d'un salaire annuel d'environ 7 millions d'euros. Autant dire que ce transfert est bien parti pour être bouclé dans les heures à venir.

BARÇA

Fati ne se fera pas opérer

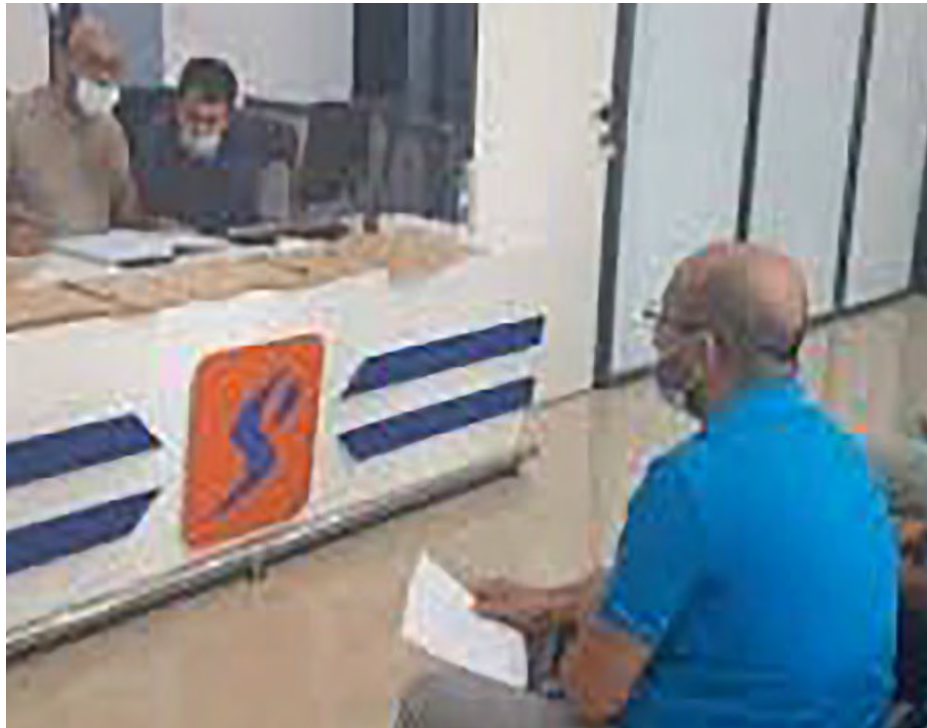
Sorti en larmes contre l'Athletic Bilbao (2-3 ap), jeudi dernier en Coupe du Roi, en raison d'une lésion au biceps fémoral de la cuisse gauche, Ansu Fati (19 ans, 10 apparitions et 5 buts toutes compétitions cette saison) ne passera pas par la case opération. Le FC Barcelone a annoncé ce mardi que le jeune ailier suiva "un traitement conservateur pour récupérer de sa lésion". La date de son retour à la compétition dépendra de la manière dont sa blessure réagira aux soins. Mais les médias espagnols annoncent au moins 2 mois d'absence.

CONSTANTINE. SADEG

1,3 milliard de Da de factures impayées en 2021

Le montant des factures d'électricité et de gaz impayées par les clients de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Ali Mendjeli (Constantine) s'élève à 1,30 milliard de dinars au 31 décembre 2021, a-t-on appris lundi auprès de cette entreprise.

"Ces créances sont détenues par des abonnés ordinaires (ménages), des institutions et des administrations publiques ainsi que des opérateurs économiques du secteur privé", a précisé à l'APS le responsable de la Direction de Ali Mendjeli, Abdelatif Belahreche, soulignant que ces dettes impactent le bon développement de l'entreprise, notamment tout ce qui est en rapport avec ses investissements et l'amélioration de la qualité de ses services. Dans les détails, M. Belahreche a indiqué que les factures impayées des institutions, des communes, des universités et des établissements scolaires notamment, ont atteint 780 millions de dinars, celles des opéra-



teurs économiques du secteur privé s'élèvent à 27 millions de dinars et les dettes des ménages ont atteint le seuil de 510 millions de dinars. Assurant que des campagnes de sensibilisation ont été organisées, invitant les abonnés de la direction de Ali Mendjeli à faire montre de discernement et à œuvrer à régulariser leur situation en s'acquittant de leurs dettes, le même responsable a souligné que les agences commerciales Ali Mendjeli 1 et 2 et celles d'El Khroub et de Ain Smara ont également intensifié tout au long de l'année 2021 les opérations de recouvrement des créances de l'entreprise. Il a ajouté que diverses formules ont été proposées aux clients pour honorer leurs dettes, dont l'échelonnement de paiement en fonction

du montant et du nombre de factures impayées. Aussi, il est mis à la disposition des clients plusieurs méthodes de paiement, en espèces et par chèque ou par carte CIB, à l'aide des TPE, le paiement par CCP, le paiement électronique et dernièrement à travers l'application mobile "wimpay", a-t-on souligné.

Pour rappel, cinq communes relèvent de la compétence de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Ali Mendjeli à savoir, Ouled Rahmoune, El Khroub, Ain Abid, Ain Smara, Ibn Badis en plus de la circonscription administrative Ali Mendjeli. La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Ali Mendjeli compte 160 864 abonnés à l'électricité et 140 334 abonnés au gaz.

BORDJ BOU-ARRERIDJ. EMPLOI

Vers la création d'environ 18 000 postes en 2022

La wilaya de Bordj Bou Arreridj verra la création d'environ 18 000 postes de travail directs, durant l'année 2022, à la faveur de l'investissement local dans le cadre du programme de relance économique, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'emploi. Avec l'entrée en service de plusieurs unités de production, environ 18 000 postes de travail directs et 30 000 postes de travail indirects seront créés, ce qui permettra de baisser le taux de chômage à 7,5% d'ici la fin de l'année en cours, a précisé la même source à l'APS, rappelant l'ouverture de 41 567 postes de travail à la fin de l'année 2021, dont 12 000 postes d'emploi dans le secteur économique réduisant ainsi le taux de chômage de 16,64 % à 10,62 %. Selon la même source, il a été procédé à l'intégration de 7 432 jeunes détenteurs de diplômes dans des postes de travail permanents, répartis sur 23 secteurs, en attendant d'intégrer 3 000 autres jeunes dans des postes permanents avant la fin du mois en cours. Selon la même source, ce dynamisme enregistré par le secteur a été rendu possible grâce aux décisions prises par l'Etat pour préserver les entreprises économiques à travers la réduction des cotisations en matière de sécurité sociale, permettant la reprise de l'activité pour plus de 131 entreprises de cette wilaya. La même source a cité également l'accompagnement et l'encouragement à l'investissement et l'octroi des autorisations d'exploitation exceptionnelles aux entreprises industrielles et d'investissement réalisées depuis des années et qui ont enregistré du retard pour entrer en service. Par ailleurs, la même source a fait état du recensement de près de 45 000 demandes pour l'allocation chômage, affirmant que leur étude s'effectue actuellement à travers un système informatique au niveau des agences de sécurité sociale, des différents partenaires et du fichier national des chômeurs. Pour rappel, la wilaya de Bordj Bou Arreridj compte plus de 8 255 entreprises économiques dont 90 dans le domaine agricole, 1 543 dans le secteur industriel, 4 250 dans celui des services et 2 378 dans le secteur du bâtiment.

BATNA. INDUSTRIE

Lancement de l'opération d'exportation de 20 conteneurs de céramique vers le Canada

Plus de 20 conteneurs de céramique du Groupe industriel "Ceram Decor" ont été acheminés lundi depuis la zone d'activité de Draâ Bensebah dans la commune de Tazoult (wilaya de Batna) vers le port de Béjaïa dans le cadre d'une opération d'exportation vers le Canada. Le départ de la cargaison, après scellement des conteneurs et l'opération de dédouanement, s'est déroulé en présence des acteurs concernés, dont l'inspection divisionnaire des Douanes, les services du commerce et de l'environnement, les cadres du Groupe "Ceram Decor" et de représentants de la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Aurès. Première de l'année 2022, cette cargaison comprend 28 000 m² de céramique, a affirmé à l'APS le gérant du Groupe Ceram Decor, Amine Maala. D'autres quantités de céramique produites localement par des compétences algériennes et avec des tech-

niques très développées au sein de ce Groupe, spécialisés dans la production de tous types de céramique, seront exportées au cours de cette année vers d'autres pays, dont la Pologne et l'Espagne, a ajouté la même source. Le Groupe Ceram Decor a commencé à exporter en septembre 2018 avec une première cargaison de 10 conteneurs (13 632 m²) de

dalle de sol vers la Jordanie, suivie par d'autres opérations similaires vers plusieurs pays d'Europe et d'Afrique. La filière céramique a connu ces dernières années une intense dynamique présageant la création d'un pôle d'excellence dans la wilaya, dont la qualité de la production s'est imposée à l'échelle locale, nationale et en dehors du pays.

ORAN. VACCIN ANTI-COVID

Plus de 15 730 personnes ont reçu la troisième dose

Plus de 15.730 personnes ont reçu la troisième dose du vaccin anti-covid dans les différentes structures de santé de la wilaya d'Oran, a-t-on appris du chargé de communication à la Direction de la santé et de la population (DSP), Youcef Boukhari. Le nombre de personnes ayant reçu une seule dose du vaccin anti-Covid s'élève à 373 613, alors que plus de 313 213 personnes ont reçu leur deux doses de vaccin, a indiqué le responsable de la santé, faisant savoir que la population ciblée par la vaccination contre le Coronavirus à Oran est estimée à 1 140 000 personnes. "La réception d'une seule dose ne protège qu'à hauteur de 70% du virus, ce qui empêche d'inclure ces personnes dans le calcul du taux de

vaccination", a tenu à préciser M. Boukhari. Les spécialistes recommandent de "prendre une 3e dose de vaccin suite au constat d'une baisse de l'immunité, six mois après la prise de la 1ère et 2ème doses chez les personnes âgées et les malades chroniques notamment.

Toute personne souhaitant optimiser sa protection contre le coronavirus peut également recevoir une 3ème dose après six mois de la deuxième prise", a-t-il expliqué. S'agissant de la situation épidémiologique à Oran, Dr Boukhari a affirmé qu'elle est "stable" avec un taux d'occupation de près de 60% des lits réservés à la Covid-19 (251 lits occupés sur un total de 425 lits dans les différentes structures).

MOSTAGANEM. DAÏRA D'AÏN

TÉDELÈS

Des opérations de développement de 1,4 milliard DA

Quatre communes de la daïra d'Aïn Tédelès (wilaya de Mostaganem) ont bénéficié d'opérations de développement d'une valeur de l'ordre de 1,4 milliard DA, a-t-on appris lundi auprès de la wilaya. L'enveloppe financière allouée a été répartie entre les communes d'Aïn Tédelès (347 millions DA), Sour (543 millions DA), Oued El Kheir (230 millions DA) et Sidi Belattar (180 millions DA), permettant la concrétisation de 186 opérations de développement dans différents domaines, notamment de travaux publics, d'aménagement urbain dans les zones d'ombre et de raccordement en eau et énergie. Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia, s'est déclaré, dernièrement lors d'une rencontre consacrée aux programmes de développement dans cette daïra, "insatisfait" de la conduite des travaux de réalisation, notamment pour un nombre important de projets dont celui concernant l'aménagement de l'établissement hospitalier Ladjel Belatrèche de Aïn Tédelès dont les travaux n'ont pas encore été lancés, selon la même source. Le chef de l'exécutif a sommé les gestionnaires à redoubler d'efforts et de faire preuve de responsabilité pour livrer les projets dans les délais impartis, tout en instruisant de confier les projets à des entrepreneurs sérieux et de résilier les contrats avec les entreprises défaillantes, notamment celles qui n'ont pas respecté le cahier des charges. Il a également appelé la commission d'enquête chargée de l'ensemble des communes, conduite par l'inspection générale de la wilaya, à veiller à l'état d'avancement des projets de développement, à l'issue de réunions d'évaluation consacrées aux 10 daïras de la wilaya, a-t-on fait savoir. Le wali a aussi insisté sur l'application des décisions relatives à la démolition des constructions édifiées de manière anarchiques sur des terres agricoles, en plus d'accorder à l'Algérienne des eaux (ADE) une enveloppe de 150 millions DA pour l'acquisition de 10 000 compteurs individuels pour le transfert de la gestion de l'eau potable des communes à cette entreprise publique. Pour ce qui est de l'habitat, les autorités locales ont accordé des aides supplémentaires aux populations rurales des communes de Sidi Belattar (30 aides) et Oued El-Kheir (20), en plus de l'annulation des décisions d'octroi de locaux commerciaux fermés et de les affecter à d'autres bénéficiaires pour les exploiter de manière effective et sérieuse.

NUCLÉAIRE

Washington et Téhéran envisagent des négociations directes

Un tournant dans les pourparlers qui traînent en longueur pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien? L'Iran a pour la première fois envisagé lundi de négocier directement avec les États-Unis, qui ont aussitôt dit être prêts à ces discussions «urgentes».

«**A**ctuellement, l'Iran ne négocie pas directement avec les États-Unis, mais si durant les négociations, nous arrivons à un point où la conclusion d'un bon accord avec de solides garanties nécessite un certain niveau de discussions avec les États-Unis, nous le prendrons en considération», a déclaré le ministre iranien des Affaires Étrangères Hossein Amir-Abdollahian, lors d'une conférence diffusée à la télévision d'État. Il a reconnu que «la partie américaine» envoyait «des messages de diverses manières dont l'objectif est d'avoir des contacts directs avec l'Iran». Jusqu'ici, Téhéran refusait tout contact direct avec Washington, estimant que le pays ennemi devait «changer d'attitude» et retourner dans l'accord de 2015 avant d'envisager de lui parler sans intermédiaires. C'est donc une inflexion de taille. Elle intervient alors que les deux camps font enfin état de «progrès» dans les pourparlers qui se tiennent à Vienne, même si les Occidentaux mettent en garde contre le risque qu'ils soient trop tardifs pour permettre une percée décisive. «Au rythme actuel des avancées nucléaires de l'Iran, nous n'avons presque plus de temps» pour parvenir à une entente, a ainsi prévenu lundi le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price. «Nous sommes prêts à les rencontrer directement», a-t-il ajouté, rappelant que Washington juge depuis le



Ph : DR

Jusqu'ici, Téhéran refusait tout contact direct avec Washington, estimant que le pays ennemi devait «changer d'attitude» et retourner dans l'accord de 2015 avant d'envisager de lui parler sans intermédiaires

début que «ce serait plus productif». Selon lui, «se rencontrer directement permettrait une communication plus efficace, qui est urgente pour parvenir rapidement à une entente».

ACCORD «POSSIBLE» SUR LES DÉTENUS

L'accord de 2015, conclu entre l'Iran d'une part et l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie d'autre part, offrait à la République islamique un allègement drastique des sanctions internationales en échange d'une limitation tout aussi draconienne de son programme nucléaire, afin de garantir qu'elle ne cherchait pas à se doter de la bombe atomique. Mais en 2018, sous la présidence de Donald Trump qui le jugeait insuffisant, les États-Unis ont quitté l'accord et rétabli les sanctions économiques contre l'Iran, qui, en riposte, s'est progressivement affranchi des restrictions imposées à ses activités nucléaires. L'actuel président américain Joe Biden veut revenir dans l'accord à condition que Téhéran renoue aussi avec ses engagements. Des pourparlers se sont ouverts en avril à Vienne, et ont repris à l'automne après une pause de cinq mois, pour mettre en musique ce

«retour mutuel» dans le texte de 2015. Mais ils se déroulent entre Téhéran et les grandes puissances encore membres de l'accord conclu en 2015, tandis que les Américains y participent de manière indirecte sans jamais avoir rencontré jusqu'ici les Iraniens. L'Union européenne joue les médiateurs. Les États-Unis ont prévenu ces derniers jours que le dénouement approchait. «Nous avons, je pense, une poignée de semaines pour voir si nous pouvons revenir mutuellement dans le respect de l'accord», a déclaré mi-janvier le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken. «L'Iran se rapproche de plus en plus du moment où il pourrait produire, dans un délai très, très court, assez de matière fissile pour une arme nucléaire.» Même son de cloche côté européen, où un diplomate fixe à mi-février l'heure de vérité, appelant de ses vœux une accélération des discussions. C'est ce que pourrait permettre la tenue de négociations directes.

Autre signe d'optimisme, un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé lundi qu'il était «possible» de trouver un accord sur le nucléaire mais aussi pour la libération de quatre citoyens américains détenus dans la République islamique. Le porte-parole réagissait à des déclarations de Washington, qui a semblé faire un lien entre les deux dossiers. «Il est très difficile pour nous d'imaginer revenir dans l'accord nucléaire pendant que quatre innocents sont retenus en otage par l'Iran», a réaffirmé lundi Ned Price. Mais il a assuré qu'il n'y avait «aucun lien direct ou explicite» entre ces négociations, car le retour dans l'accord de 2015 est «au mieux incertain», alors que le gouvernement de Joe Biden veut que «le retour de ces Américains soit certain».

LIBAN

Négociations avec le FMI sur un plan de sauvetage

Des responsables libanais ont entamé lundi après plusieurs retards, des pourparlers avec le Fonds monétaire international (FMI) sur des mesures de soutien visant à sortir le pays de la pire crise économique de son histoire. «Nous espérons que les négociations seront conclues le plus tôt possible, mais étant donné la complexité des questions, il est possible que d'autres cycles aient lieu», a déclaré le vice-Premier ministre Saadé Chami, qui dirige la

délégation libanaise, selon un communiqué officiel. Les pourparlers se déroulent en ligne en raison de la pandémie. Le Liban espère obtenir un plan de sauvetage financier pour relancer une économie à la dérive depuis deux ans. L'État a fait défaut sur sa dette souveraine en 2020, une première dans son histoire. La monnaie a perdu environ 90% de sa valeur sur le marché noir et quatre Libanais sur cinq vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté,

selon l'ONU, une paupérisation accélérée notamment par une inflation à trois chiffres.

Malgré le déclin social et économique choquant du pays, la classe dirigeante a continué de bloquer les réformes auxquelles les donateurs étrangers ont conditionné leur aide. Selon Riad Salamé, le gouverneur de la Banque centrale, le Liban aurait besoin «de 12 à 15 milliards de dollars pour relancer son économie».

ETHIOPIE

Un convoi d'aide humanitaire, à destination du Tigré, bloqué

Des camions transportant une aide alimentaire cruciale pour la région éthiopienne du Tigré, touchée par le conflit, étaient bloqués mardi à un poste de contrôle dans la région voisine de l'Afar, rapportent des médias, citant des sources humanitaires. Le gouvernement et les éléments du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui s'affrontent depuis plus de 14 mois dans le nord du pays, s'accusent mutuellement de la situation. La semaine dernière, l'ONU a déclaré que les distributions de nourriture étaient au plus bas au Tigré, où le conflit a poussé des centaines de milliers de personnes dans des «conditions proches de la famine». Dimanche, 27 camions transportant 800 tonnes de nourriture sont partis depuis l'Afar pour la capitale du Tigré, Mekele, empruntant la seule route terrestre fonctionnelle, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU. Mais le convoi est bloqué depuis lundi à un checkpoint dans la localité de Serdo, ont indiqué mardi à l'AFP deux responsables humanitaires, sans savoir s'il pourra poursuivre son chemin. Le conflit a éclaté en novembre 2020 dans la région au Tigré, après des mois de défiance entre le gouvernement fédéral du Premier ministre Abiy Ahmed et l'ancien parti au pouvoir dans la région, le TPLF.

YÉMEN

Retour d'Internet après une coupure provoquée par une frappe

Les services d'Internet ont été rétablis mardi au Yémen après une panne de quatre jours due à une frappe aérienne de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite contre un port tenu par les Houthis. L'organisation NetBlocks, spécialisée dans la surveillance de l'Internet dans le monde, a indiqué que ses services avaient été «rétablis» dans le pays en guerre. «Les connections avaient été interrompues après une série de frappes aériennes meurtrières. L'incident a eu de graves conséquences sur le travail des médias indépendants et la couverture des violations des droits humains», indique NetBlocks. Vendredi, l'ONG avait indiqué que la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui soutient les forces gouvernementales yéménites face aux Houthis, avait bombardé dans la nuit Hodeida, détruisant un centre de télécommunications et provoquant une panne d'Internet dans tout le pays. Au moins trois enfants avaient péri dans la frappe, selon l'organisation Save the Children.

Dans le même temps, une frappe aérienne contre une prison à Saâda, bastion des Houthis dans le nord du Yémen, a fait au moins 70 morts vendredi. Le 17 janvier, les Houthis avaient revendiqué une attaque de drones et de missiles contre des installations pétrolières et l'aéroport d'Abou Dhabi, ayant fait trois morts, suscitant une série de condamnations internationales. Ils ont de nouveau tiré lundi des missiles contre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

SELON SÉOUL

La Corée du Nord semble avoir lancé des missiles de croisière

La Corée du Nord semble avoir tiré deux missiles de croisière mardi matin, a annoncé l'armée sud-coréenne, ce qui serait le cinquième tir d'essai du mois pour ce pays. «La Corée du Nord a tiré ce qui est suspecté être deux missiles de croisière», ont écrit les chefs d'état-major interarmées sud-coréens dans un communiqué, relayé par des médias, sans livrer plus de détails. Les agences de renseignement américaines et sud-coréennes analysent actuellement le tir, précisent-ils. Pyongyang a rejeté les offres de dialogues des États-Unis et s'est lancé depuis plusieurs semaines dans une série d'essais d'armement afin de montrer sa force et d'intensifier la pression sur Washington. Cette série de tirs fait suite à un discours prononcé en décembre dans lequel le dirigeant Kim Jong Un s'engageait à moderniser son arsenal. Washington a imposé début janvier de nouvelles sanctions, qualifiées de «provocation» par Pyongyang qui a laissé entendre qu'il pourrait répondre par une reprise des essais nucléaires et balistiques à longue portée.

MUSIQUE

Bob Dylan vend à Sony tout son catalogue

Le légendaire chanteur américain Bob Dylan a vendu les droits de tout son catalogue de musique enregistrée à Sony, a annoncé lundi le géant de l'industrie musicale, dernier épisode d'une série de rachats de répertoires, devenus des actifs précieux à l'heure du streaming.

L'accord, qui remonte à juillet 2021 mais n'a été annoncé que lundi, porte sur près de soixante ans de musique du chanteur folk et country, prix Nobel de littérature 2016, de son premier album éponyme en 1962, qui fut un fiasco, jusqu'à "Rough and Rowdy Ways" en 2020. Soit au total 39 albums. Au-delà de tubes comme "Like a Rolling Stone", "Tangled Up in Blue" ou "Just Like a Woman", la transaction couvre aussi les "droits des futures nouvelles sorties" de chansons de l'artiste de 80 ans, selon un communiqué de Sony Music Entertainment (SME). Le montant du rachat n'a pas été communiqué, mais des sites spécialisés dans l'industrie musicale, comme Billboard et Variety, évoquent un montant supérieur à 200 millions de dollars.

Auteur de textes engagés contre l'injustice sociale, la guerre, le racisme et l'esclavage, légende vivante de la musique américaine, Bob Dylan avait déjà marqué l'industrie musicale en cédant, fin 2020, l'ensemble de ses droits d'auteur -- distincts des droits d'enregistrement vendus à Sony -- à un autre géant, Universal, pour un montant évalué à l'époque à 300 millions de dollars. Tandis que les droits d'auteur permettent de toucher des dividendes sur la diffusion d'un titre à la radio ou en streaming, sur des ventes d'album ou sur leur utilisation dans



une publicité ou dans un film, les détenteurs de droits d'enregistrement peuvent décider de futures rééditions.

BOWIE, SPRINGSTEEN

"Bob Dylan et SME continueront à collaborer sur toute une série de rééditions du catalogue de l'artiste", annonce Sony, citant la célèbre série des Bootleg. Ces albums de versions inédites de ses chefs-d'oeuvre ou de lives ont démarré en 1991 et en sont aujourd'hui à leur 16e volume. L'accord renforce une relation de longue date entre Sony et Bob Dylan, qui avait signé en 1961 chez Columbia Records, devenu une filiale du géant de la musique. "Columbia Records et Rob Stringer (le président de Sony Music Group) ont toujours été bons pour moi, pendant de très nombreuses années et un grand nombre de disques. Je suis heureux que tous mes enregistrements puissent rester là où ils doivent être", a déclaré le poète chanteur, cité dans le communiqué. Cette transaction est le dernier épisode d'une longue série de rachats des droits d'auteur ou d'édition de catalogues d'artistes morts ou vivants mais

jugés indémodables, devenus des actifs précieux notamment avec la révolution du streaming. Depuis des mois, les noms d'artistes s'ajoutent à la liste, comme David Bowie, dont les droits d'auteur ont été acquis par Warner pour un montant estimé à 250 millions de dollars. Ou le "Boss" Bruce Springsteen, qui a vendu, à Sony en décembre, les droits d'auteur et d'enregistrement liés à tout son répertoire pour une somme estimée à plus de 550 millions de dollars. Avant eux, Tina Turner, Neil Young ou les Red Hot Chili Peppers, entre autres, avaient déjà réalisé de telles opérations. Après une phase difficile durant les années 2000, l'industrie de la musique a repris des couleurs avec le streaming, source de revenus majeure pour les détenteurs de catalogues. Sony, Universal ou Warner, les trois géants de l'industrie musicale, voient désormais le secteur investi par de nouveaux acteurs, des fonds d'investissement comme Hipgnosis, intéressés par les actifs sûrs que représentent les classiques.

«LES RESCAPÉS DE PULA»

L'illusion d'un eldorado européen

Dans son dernier roman "Les rescapés de Pula", Saïd Saad invite le lecteur à accompagner un jeune candidat à l'émigration clandestine dans la préparation de la traversée de la mer méditerranéenne vers l'illusion d'un eldorado européen qui cède très vite la place à la dure réalité de la vie infernale du clandestin. Publié en France, cet ouvrage de 231 pages, qui sera bientôt édité en Algérie chez "Dar El-Othmania", relate la vie du jeune Mokhtar, vendeur à la sauvette dans les marchés de la capitale, vivant avec sa mère, dans un quartier populaire, après l'assassinat de son père durant la décennie noire. D'emblée, ce roman implique le lecteur dans la préparation du voyage, le vol des bijoux de la mère pour financer l'aventure, l'écriture d'une lettre d'adieu, la peur de se faire prendre, l'hésitation et les espoirs d'un "ailleurs meilleur" que les proches font "miroiter". Après le déchirement du départ, le récit se plonge dans le désespoir d'une mère désemparée qui remue tous les quartiers d'Alger à la recherche de son fils. Zineb, épaulée par son beau-frère, finit par savoir que son fils compte embarquer depuis Annaba et se lance sur ses traces, caressant l'espoir de le retrouver et de lui

faire abandonner son entreprise périlleuse.

Après avoir survécu à un voyage des plus dangereux, Mokhtar est très vite confronté à sa nouvelle condition de clandestin, sans revenus, sans abri et affaibli, il se retrouve dans un centre pour migrants alors qu'il avait pris le train pour rejoindre son ami. Tout en relatant le quotidien de Mokhtar, sa tentative d'évasion, son travail dans une marbrerie et la pneumonie sévère

qui a considérablement affecté sa santé et lui a fait perdre son travail, l'auteur revient à chaque fois raconter le profond désespoir d'une mère à peine rassurée par deux appels téléphoniques. C'est à Marseille que le clandestin arrive enfin à se poser chez une vieille connaissance, après avoir goûté à la vie du SDF et commis son premier vol, complètement terrassé par la maladie, Mokhtar se rend à l'évidence, "les autres donnent une faus-

se image de l'Europe (...) celle de la réussite totale, de la liberté, de l'aisance financière, de la réussite sociale" qui s'avère être "un miroir aux alouettes".

"Les rescapés de Pula" propose deux niveaux de narration, un premier dédié à la famille restée en Algérie, à son désarroi et à l'acceptation progressive, et un second, plus dramatique racontant la vie du clandestin en la confrontant à son destin éventuel dans son pays.

TLEMCCEN

Le projet artistique "La charrette magique" fait le bonheur de milliers d'enfants

Le projet artistique "La charrette magique", lancé en 2014, fait toujours le bonheur des enfants de la wilaya de Tlemcen et d'autres régions du pays, notamment ceux des zones d'ombre et enclavées. Ce projet artistique a été initié par de jeunes comédiens de la cité des Zianides dont certains, à l'exemple de Karim Hamzaoui et Amine Kenadil, ont déjà campé des rôles dans des pièces théâtrales montées lors de la manifestation "Tlemcen 2011, capitale de la culture islamique" ou dans des films historiques tels que "Le colonel Lotfi". Sillonnant les 53 communes de la wilaya de Tlemcen, les animateurs du projet proposent aux enfants des villes et villages des spectacles de clowns, des tours de magie, des chansons et des jeux éducatifs concoctés pour

distraindre les enfants contraints à se confiner chez eux en cette période de pandémie, explique Amine Kenadil, un des fondateurs de "La charrette magique". "Nous avons obtenu les autorisations d'aller animer les quartiers et cités de Tlemcen ainsi que les villages afin d'apporter un peu de bonheur et de gaieté aussi bien aux petits qu'aux adultes", a précisé le même animateur ajoutant que durant l'année 2021 plus de cent spectacles ont été organisés au jeune public. Moyennant des prix symboliques, de milliers d'enfants ont pu apprécier, pour la première fois, certains d'entre eux, les prestations d'un clown, les tours d'un magicien ou encore l'adresse et l'habileté d'un jongleur. "Certains de notre public n'ont jamais assisté à de pareils spectacles qui ont marqué leur imagi-

nation", souligne Amine Kenadil. "Par ce projet artistique original qui va à l'encontre du public et sort des espaces de spectacles classiques, nous visions non seulement à animer et à combler un vide culturel mais aussi à contribuer à l'éducation du jeune public par le biais de nos programmes distractifs et œuvrer à fidéliser le public au 4ème art", a-t-il ajouté. "Le projet de 'la charrette magique' est unique en son genre à Tlemcen. Il s'intègre parfaitement dans une stratégie visant à développer l'économie culturelle. Ce projet, initié par des artistes âgés entre 20 et 40ans, constitue une source de revenus pour ces animateurs dont le seul rêve est de réussir à vivre de leur art et de pouvoir contribuer au développement artistique à Tlemcen et ailleurs", souligne avec fierté Amine Kenadil.

APRÈS L'ÉCHEC DE SON FILM

«MUSIC»

Sia a eu des pensées suicidaires

Le film, réalisé par la chanteuse australienne, a été vivement critiqué après sa sortie l'an passé. Un fiasco qui l'a fait retomber dans la dépression et les addictions.

Au détour d'un portrait consacré à l'actrice et humoriste américaine Kathy Griffin dans le New York Times, la chanteuse Sia révèle avoir vécu une année 2021 très difficile. «J'étais suicidaire, j'ai rechuté et je suis retournée en cure de désintoxication» explique-t-elle. Kathy Griffin l'a aidé à remonter la pente. «Elle m'a sauvé la vie» confie l'Australienne.

Son film Music, sorti en février dernier, a reçu un accueil glacial. La réalisation de Sia a été critiquée ainsi que le propos du film. Le long-métrage met en scène Kate Hudson dans la peau de Kazy Gamble, une addict qui sort de cure de désintoxication et apprend qu'elle est la tutrice d'une jeune autiste nommée Music, jouée par Maddie Ziegler. Problème, cette dernière n'est pas autiste. Un choix qui a provoqué la colère des associations de défense des personnes autistes, et interrogé sur la pertinence de son film. Largement moqué sur les réseaux sociaux, le long-métrage n'a rapporté qu'un million de dollars, bien loin du budget initial de 16 millions de dollars. Il a valu plusieurs nominations à Sia et son équipe aux Razzie Awards, qui récompense les pires films de l'année. Kate Hudson a remporté le Razzie de la pire actrice, Maddie Ziegler celui de la pire actrice dans un second rôle et Sia celui de la pire réalisatrice.

UNE LONGUE HISTOIRE D'ADDICTION

Un tollé difficile à encaisser pour Sia. «On met forcément de soi dans chacun des personnages puisqu'ils sortent de notre imagination» confiait la chanteuse au JDD, un mois après la sortie du film. Un fiasco qui a largement affecté sa santé mentale. «Ce n'est pas un secret, je suis une alcoolique et une droguée en rémission. (...) J'ai eu des idées suicidaires durant la majeure partie de ma vie. Je suis en thérapie depuis mes 14 ans».

Les courses en direct



HIPPODROME PARC DES LOISIRS - LAGHOUAT
MERDREDI 26 JANVIER 2022 - PRIX : KORTOBA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUINTÉ

La victoire est ouverte

Ce mercredi 26 janvier on revient à l'hippodrome de Laghouat qui nous propose ce prix Kortoba réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas gagné deux courses depuis septembre passé, qui a réussi quand même à rassembler quand même d'assez bons concurrents habitués à ce gendre d'exercice. C'est possible que l'arrivée sort un peu de la logique du fait que certains sujets n'étaient pas programmés pour courir dans cette compétition. Mais malgré cela on ne peut sortir du cadre.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. **QUIDADI.** Il fait partie de cette catégorie. Il n'aura aucun souci à se frayer une place même de choix.
2. **ECLAIR.** Ce mâle alezan est capable de viser la gagne avec ce parcours qui peut lui plaire.
3. **HEB ERIH.** Il bénéficie de deux kilos de moins que ses adversaires, il peut profiter de ce bel avantage. À suivre.
4. **FREHA.** Cette jument s'accroche à tout, elle ne lâche rien, elle aura toujours sa part de gâteau. À reprendre.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. RASSINE	1	QUIDADI	S. BENYETTOU	58	7	PROPRIÉTAIRE
M. SEMMOUNE	2	ECLAIR	AB. ATTALLAH	58	5	PROPRIÉTAIRE
B. MAHBOUB	3	HEB ERIH	D. BOUBAKRI	56	11	PROPRIÉTAIRE
AM. BETTAHAR	4	FREHA	K. RAHMOUNE	56	3	L. RAHMOUNE
M. MAGHDAD	5	HAK EL FAWZ	CH. ATTALLAH	55	9	AB. DAOUDARI
B. BENFARHAT	6	REFIQUA	H. RAACHE	55	4	A. BENGANA
T. BADLIS	7	EL FADJR D'HEM	AB. SEMGHOUNI	55	2	CH. AIDA
K. SEMAHI	8	LYAMAMA	O. CHEBBAH	54	6	PROPRIÉTAIRE
B. BENFARHAT	9	EL MOURAFEK	A. ATTIA	54	8	A. BENGANA
A. HADEF	10	GHIDANE	AP : A. ALLALI	54	13	A. AIDA
M. BENAROUSSE	11	RAMOS	M. MERRAD	53	1	PROPRIÉTAIRE
HARAS DE SRIDJA	12	ZIRIDE	AP : MA. AIDA	53	10	A. NASRI
M. BENAROUSSE	13	TAGHROUDA	AB. SEMAHI	51	12	PROPRIÉTAIRE

5. **HAK EL FAWZ.** Ce mâle alezan de huit ans commence à sentir le poids des âges, au mieux il sera quatrième ou cinquième.
6. **REFIQUA.** Cette jument bien née peut tenir le rôle d'un bon outsider.
7. **EL FADJR D'HEM.** Tâche délicate. À revoir.
8. **LYAMAMA.** Elle n'aura pas la tâche facile en pareille compagnie. Au mieux elle sera cochée dans une longue combinaison.
9. **AL MOURAFEK.** Tâche difficile.

10. **GHIDANE.** Voilà, un poulain qui descend d'une très bonne lignée fils d'Ali Baba de manleau et la superbe grise Raza. À surveiller de près.
11. **RAMOS.** Rien à voir.

12. **ZIRIDE.** Cette jument n'arrive toujours pas à s'imposer d'une façon assez claire, mais on est obligé de la retenir.
13. **TAGHROUDA.** Barrée.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

3. HEB ERIH - 12. ZIRIDE - 1. QUIDADI
- 2. ECLAIR - 4. FREHA

LES CHANCES
10. GHIDANE - 5. HAK EL FAWZ

Tébessa : arrestation de 18 personnes pour spéculation sur des aliments de bétail

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tébessa a arrêté 18 personnes pour "spéculation et stockage d'aliments de bétail", a indiqué mardi un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale ont mené, en coordination avec les secteurs du commerce et de l'agriculture, plusieurs opérations de contrôle ciblant des hangers suspects, dans le cadre des efforts de lutte contre les pratiques illicites de stockage des aliments de bétail. Les opérations ont ainsi permis de saisir 162 840 kg de divers aliments de bétail dont l'orge, le son, le maïs fourrage et le blé dur qui étaient stockés de manière illicite, a ajouté le communiqué. Dix-huit (18) personnes ont été arrêtées pour spéculation et stockage d'aliments de bétail avec l'intention de générer une pénurie et de manipuler les prix, selon le communiqué qui a précisé que les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes.

Des chutes de neige sur les reliefs de l'Ouest à partir d'aujourd'hui

Des chutes de neige affecteront les reliefs de l'Ouest atteignant ou dépassant 1.100 mètres d'altitude à partir de mercredi matin, indique mardi un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance

"Orange", le BMS touchera les wilayas de Naâma et le sud de Tlemcen, sa validité s'étalant du mercredi 26 janvier à 06h00 au lendemain jeudi à 06h00, alors que l'épaisseur de la neige est estimée entre 10 et 15 cm, précise la même source.



France : sept migrants sortis indemnes d'un camion frigorifique

Sept migrants ont été découverts en bonne santé vendredi dans la remorque d'un camion frigorifique sur une autoroute du nord de la France, à Grande-Synthe, après que le chauffeur du poids lourd eut signalé leur présence, ont rapporté des médias lundi citant des sources policière et judiciaire. Vendredi vers 23H00, la police a retrouvé ces sept Irakiens, dont une famille avec un enfant de 14 ans, dissimulés dans le chargement du camion frigorifique, "tous en bonne santé", malgré une température d'environ -25 degrés, a-t-on expliqué à la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) du Nord, confirmant une information du quotidien régional la Voix du Nord. Le chauffeur, qui avait appelé la police après avoir entendu du bruit, a été placé en garde à vue mais rapidement mis "hors de cause", a complété le procureur de la République de Dunkerque, Sébastien Piève. Selon les premiers éléments de l'enquête, confiée à la police aux frontières, les migrants seraient montés dans le camion à l'insu du conducteur lors "d'une pause qu'il avait faite en Belgique". Sans sa réaction rapide, "la situation aurait pu être beaucoup plus grave", a souligné le magistrat.

Pérou : 900 personnes évacuées du Machu Picchu après des inondations



Quelque 900 personnes ont été évacuées de la ville touristique de Machu Picchu Pueblo, à quelques pas du joyau de la culture inca au Pérou, à cause de pluies et d'inondations qui ont fait un disparu et détruit des maisons, a indiqué lundi le ministère du Tourisme. "Jusqu'à présent, en coordination avec les entreprises Inka Rail et Peru Rail, (nous avons) réussi à transférer 889 touristes de Machu Picchu Pueblo à Ollantaytambo", deux sites bloqués après le débordement d'une rivière vendredi, a indiqué le ministère dans un communiqué. Une personne a été blessée, une autre est portée disparue et plusieurs bâtiments et la voie ferrée ont été endommagés. La personne disparue n'avait toujours pas été retrouvée lundi, selon les autorités locales. Quelque 447 800 personnes ont visité le lieu historique du Machu Picchu en 2021, contre 1,5 million avant la pandémie.

Alger : suspension de l'AEP demain mercredi dans trois communes



Une suspension de l'alimentation en eau potable sera enregistrée demain mercredi dans trois communes de la wilaya d'Alger, en raison de travaux de maintenance d'un ouvrage principale de stockage, a indiqué mardi, dans un communiqué, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL). Ces travaux, localisés au niveau de la commune de la Casbah, engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable dans les communes de Bab El Oued (en partie) de Casbah (en partie), d'Alger Centre (rue du Maroc et Debi Chérif), a précisé la même source. SEAAL rassure ses clients des communes impactées que "la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement le jour même à partir de 17h00", a ajouté le communiqué.

Les aéroports européens n'ont retrouvé l'an dernier que 41% de leurs passagers de 2019, sur fond de variants Delta et Omicron, une reprise chaotique et insuffisante pour effacer le cataclysme de 2020, selon des chiffres publiés mardi. En 2020, quand l'irruption de la Covid-19 avait mis le secteur aérien à l'arrêt pendant plusieurs semaines, le trafic des aéroports du Vieux continent s'était effondré de 70% sur un an à 728 millions de passagers. Il a rebondi de 37% en 2021 à quelque 1 milliard de voyageurs, restant donc encore amputé de 1,4 milliard de passagers par rapport à la dernière année pleine avant la pandémie, a précisé la branche européenne du Conseil international des aéroports (ACI Europe). Autre défi pour un secteur subissant d'importants coûts fixes et "affaibli financièrement", la reprise a été chaotique avec de très fortes variations imposées par l'évolution de la pandémie, a remarqué l'organisation dans un communiqué. "Le variant Delta a globalement assommé le trafic lors du premier semestre", la fréquentation des aéroports ayant été inférieure de 77,7% à celle de la même à période de 2019, car "des confinements et des restric-



tions de mouvement ont été réimposés". En revanche, le second semestre a bénéficié des campagnes vaccinales, du déploiement du certificat sanitaire européen puis de la réouverture du marché nord-américain, permettant de revenir à des volumes de passagers inférieurs de 42,4% à ceux de deux ans plus tôt. Toutefois, "le variant Omicron a brisé cette dynamique en décembre", a noté ACI Europe, regrettant les réactions

"précipitées" de nombreux Etats d'imposer de nouvelles restrictions de déplacement. Pour 2022, ACI Europe, qui fédère 500 installations aéroportuaires situées dans 55 pays (de l'UE, mais aussi au Royaume-Uni, en Russie, Turquie, ...), reste très prudente. "Les incertitudes sur l'évolution de la pandémie restent importantes et limitent la visibilité au mieux à quelques mois", a souligné son directeur général, Olivier Jankovec.

MISE

AUX POINGS

«Cette compétition (la CAN-2021, nldr) nous aura servi de rappel, et on reviendra plus forts de cela soyez en sûrs. On rendra le peuple fier encore dans les matchs importants qui arrivent pour pouvoir aller à la Coupe du monde inchallah»

Riyad Mahrez



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 13 km/h
Humidité : 60 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 10 km/h
Humidité : 70 %

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Dohr : 13h01
Assar : 15h47
Maghreb : 18h10
Ïcha : 19h32

Jeudi 24
djouma el thani
Sobh : 06h25
Chourouk : 07h54

PROJET DE SOUTENANCE D'UN JEUNE ÉTUDIANT, DÉVELOPPEUR D'APPLICATIONS

« CovHealth » pour mieux lutter contre la Covid-19

Badji Hamza, jeune étudiant au Centre de formation professionnelle "Mohamed Tayeb Boucenna", à Hussein Dey, Alger, a développé, pour son projet de fin d'études, qu'il devra présenter avril prochain, une application intitulée « CovHealth ». Elle vise à faciliter la circulation de l'information des personnes ayant été en contact avec un cas testé positif ou douteux, notamment dans les espaces publics, sans le savoir ni se rendre compte.

Ph : Mourad Sid



Pour ce jeune développeur de l'appli en question, qui a rendu visite, lundi dernier, à notre rédaction, son idée permettra d'accélérer le rythme de dépistage et donc le début de traitement contre la Covid-19. En plus de réduire la cadence des contaminations, puisque les personnes sont avisées, sur tout risque de cas contact positif.

Cette appli, que notre interlocuteur appelle aussi « Contact tracing » va permettre de vérifier l'état de santé des personnes par rapport à la Covid-19, contaminés ou pas, ceux ayant des doutes, et de-là ils devront faire des tests pour être fixés, en plus de l'information médicale pour les médecins traitant des personnes dont celles vaccinées qui, souvent, oublient d'en informer leurs médecins.

Soucieux des principes non seulement de l'éthique mais aussi de la pro-

tection des données des personnes, car c'est aussi une question de sécurité, dans un monde accessible par la Toile et où le piratage et l'intrusion dans les réseaux est une menace permanente, le jeune Badji Hamza espère voire les autorités compétentes « se pencher et s'intéresser » à son projet. Un projet qui, selon lui, apportera « un plus qualitatif » notamment dans la prise en charge des soins aux malades, par et entre le personnel de la santé dans les hôpitaux, si l'appli « venait à être généralisée », après les procédures devant précéder cette phase.

Ayant expliqué longuement l'aspect technique de son idée de projet, ce jeune

développeur qui semble avoir une bonne maîtrise de son sujet, espère, comme il nous l'a indiqué, « un retour d'échos » de la part des responsables des institutions et organismes de l'État, « pour aboutir à la réalisation et à la concrétisation » de son projet, sur lequel il s'est penché dès les premières semaines du confinement sanitaire en Algérie (mars 2020).

Le jeune innovateur est convaincu que « CovHealth » sera un plus pour les dispositifs et les mesures barrières déjà existantes, dont le port du masque, le pass vaccinal, etc. pour briser la chaîne de contamination. Son usage, affirme notre interlocuteur, « sera utile dans des lieux où l'afflux de personnes rend le respect de la distance physique difficile ». Il a aussi fait savoir que cette appli s'appuiera sur « le signal Bluetooth du téléphone portable, ou le GPS », et fonctionnera aussi via « le réseau Wifi et même par Near-field Communication (NFC) ». Concluant que son appli « CovHealth » « respecte la vie privée » de l'ensemble de ses utilisateurs, si celle-ci venait à être lancée, après les procédures exigées. Dans ces cas de figure, « il ne sera pas possible de connaître l'identité de l'utilisateur de l'application » affirme et rassure le jeune étudiant.

A. Mounir

MALI

L'Algérie envoie une deuxième cargaison d'aides humanitaires

Une deuxième cargaison d'aides humanitaires a été envoyée, hier, par l'Algérie au Mali, pays frère, à partir de la base aérienne de Boufarik (1^{re} Région militaire), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la poursuite des opérations d'acheminement des aides humanitaires au profit du Mali, pays frère, une deuxième cargaison constituée de 27

tonnes de denrées alimentaires et de 100 000 doses de vaccin anti-Covid 19 de type Sinovac a été chargée, mardi 25 janvier 2022 au niveau de la base aérienne de Boufarik dans la 1^{re} Région militaire, à bord d'un avion-cargo de l'armée de l'air algérienne, en direction de l'aéroport de Bamako au Mali", précise le communiqué. Ces aides humanitaires fournies par l'Etat algérien au profit du peuple malien

"réflètent l'attachement de l'Algérie à raffermir les liens d'amitié et à prêter aide au peuple malien frère", ajoute la même source. À rappeler que la 1^{ère} cargaison de ces aides humanitaires constituée de 23 tonnes de denrées alimentaires et de 300 000 doses du vaccin anti Covid-19 de type Sinovac avait été envoyée, lundi, depuis la base aérienne de Boufarik vers Bamako.

R. N.

EN RAISON DE LA SITUATION SANITAIRE Le salon Digimact reporté

Alors que la vague actuelle de la pandémie de Covid-19 redouble de vitesse et d'expansion, l'agence « effectif Événementiel », organisatrice de la première édition de Digimact prévu au Centre des Conventions d'Oran, du 1^{er} au 3 février 2022, a décidé de reporter l'événement, autant dans son volet Salon d'exposition que dans celui des halaqates (conférences), diwans (workshops) et autres activités. « En demeurant attentive à l'évolution de la situation et aux décisions et recommandations des Autorités, elle étudie activement les voies et moyens de programmation ultérieure de la Rencontre dans des conditions favorables » précise l'agence dans un communiqué de presse. Pour les organisateurs ce report permettra d'améliorer davantage l'organisation et le contenu de DIGIMACT. « Le Comité d'Organisation demeure mobilisé durant cette période et peut être joint à tout moment par les exposants et les intervenants comme par les médias et le public qui ont manifesté un grand intérêt pour la thématique proposée ». Entre temps, « le Tahadi Digimact (Hackathon en ligne) reste en cours, il se tiendra les 27, 28 et 29 janvier 2022 et l'annonce des lauréats est prévue pour le 1^{er} février 2022 à 11h00 en ligne. Suivre www.tahadigimact.com et les réseaux sociaux FB, LinkedIn, Twitter de Digimact » fait savoir la même source.

Sarah O.

ACCIDENT DE TRACTEUR À BOUIRA

Une fillette décède et une autre amputée d'une jambe

La localité d'Ouled Bouchia, sise à la sortie sud de Bouira, a été, hier, le théâtre d'un grave accident de la route engageant un tracteur, indique un communiqué de la Protection civile. Le drame est survenu lorsque deux fillettes, âgées de 3 ans, qui étaient sur un tracteur en marche sont tombées de l'engin roulant. L'une des victimes a rendu l'âme sur le coup, pendant que la deuxième a été amputée d'un membre inférieur, précise la même source. Aussitôt alertés de l'accident, les sapeurs-pompiers de l'unité principale de la ville de Bouira se sont rendus sur les lieux du drame. Ils ont transféré la fillette blessée vers les urgences de l'hôpital Mohamed Boudiaf pendant que le corps sans vie de la deuxième victime a été placé dans la morgue du même établissement sanitaire. Les éléments de la brigade de la gendarmerie ont de leur côté ouvert une enquête dans le but de mettre la lumière sur ce drame et du coup situer les responsabilités.

...et un mort et deux blessés sur l'autoroute Est-Ouest

Le tronçon de l'autoroute Est/ouest traversant la wilaya de Bouira à encore fait parler de lui durant la nuit de lundi à mardi, lit-on dans un communiqué de presse émanant de la cellule de la communication de la protection civile de la wilaya de Bouira. Le drame est survenu lorsque deux voitures touristique sont rentrées en collision. Le choc selon le document de la Protection civile, s'est soldé par la mort d'un jeune homme de 22 ans et des blessures plus ou moins graves pour deux autres âgés de 22 et 27 ans. Les victimes ont été transférées par les sapeurs-pompiers vers les urgences de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Bouira pendant que le corps sans vie de l'autre victime a été placé dans la morgue du même hôpital. Les éléments de la gendarmerie relevant de la brigade de Bechloul se sont rendus sur les lieux de l'accident aussitôt alertés et ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances de cet accident de trop sur cet axe de l'autoroute Est/Ouest.

Omar Soualah

SOUS-RIRE

France
Des milliardaires vont devoir rendre des comptes devant une commission parlementaire

